M. YVON

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

Préface

de Pierre Pascal

LES BROCHURES DE
LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE
N° 2

Prix : 2 francs

AVERTISSEMENT

Les trois conférences qui, avec la préface de Pierre Pascal, constituent la matière de cette brochure, ont été faites à la Bourse du Travail de Saint-Etienne où elles avaient été organisées par les Unions locale et départementale confédérées.

Leur auteur, le camarade Yvon, est un témoin unique de la vie du travailleur russe. C'est un ouvrier français qui a vécu onze années en Russie soviétique — non point dans les états-majors du Comintern ou du Profintern, mais dans le rang et dans la production — non pas seulement à Moscou ou à Leningrad, mais dans toute la Russie, en Sibérie et au Turkestan comme sur les bords de la Volga.

Membre actif du parti communiste français dès le Congrès de Tours, Yvon partit en Russie quelques années plus tard afin de mettre ses connaissances d'ouvrier qualifié parisien à la disposition des « constructeurs du socialisme » et, en même temps, de se rendre compte par lui-même de ce qu'était la vie nouvelle. D'abord ouvrier d'usine, il parcourut ensuite toute l'échelle de la hiérarchie : contremaître, chef d'atelier, directeur d'usine, etc...

En 1934, Yvon rentra en France où il reprit sa place à l'atelier.

C'est le fruit de ses onze ans d'expérience, et, pour les deux dernières années, le résultat de sa lecture quotidienne des journaux soviétiques, lecture éclairée par son expérience passée, qu'il communique aujourd'hui, sans fard et sans littérature — et surtout sans bourrage de crânes — à ses camarades : les ouvriers révolutionnaires.

LES EDITEURS.

PRÉFACE

Ceux qu'il faut croire

Ce qui se passe dans l'U.R.S.S. affecte trop fortement tous les pays et toutes les catégories sociales pour qu'on ait le droit de l'ignorer.

— Mais comment savoir la vérité, quand les témoignages se contredisent absolument ?

A ces sceptiques, il faut répondre sans hésiter :

— Il est une règle sûre : n'admettez aucun écrit de ces innombrables voyageurs, politiciens, esthètes, littérateurs, journalistes, qui vont passer dans l'U.R.S.S. de quinze jours à trois mois, et qui prétendent au retour vous enseigner.

Un Anglais que l'Agence Cook véhiculerait par les grands boulevards de Paris et même à travers les châteaux de la Loire et sur la Côte d'Azur, saurait-il si les Français sont contents de leur gouvernement, de quoi se compose le budget d'un ménage parisien, et comment les ouvriers sont traités par leurs patrons ? D'ailleurs, nul touriste britannique, après un pareil séjour, n'aura l'audace d'éclairer ses compatriotes sur ces divers points.

Or, il y a entre l'U.R.S.S. et l'Occident, infiniment plus de différences qu'entre l'Angleterre et la France. Il y a donc infiniment plus de chances d'erreur.

Rejetez pêle-mêle, laudatifs ou critiques, tous les récits des voyageurs, car ce sont de faux témoignages.

Celui qui sait déjà peut, dans les moins mauvais, faire le départ des partis-pris, des mensonges suggérés, des généralisations arbitraires, des interprétations hasardées, — et des faits observés, et glaner de quoi compléter ses connaissances.

Celui qui ne sait pas n'a rien à tirer de ces écrits. Ils se contredisent, en effet, parce qu'ils sont tous faux par quelque endroit.

Mais il y a des témoins véritables. Ce sont les gens qui ont travaillé dans l'U.R.S.S., non pas trois mois, mais un temps prolongé, non pas en amateurs, mais pour gagner leur pain, et qui

ont vécu la vie de ses habitants. Ceux-là ne sont pas des gens de plume : ils écrivent rarement et n'aiment pas les phrases. Mais quand ils veulent bien faire part de leur expérience, il faut les croire. Et, chose remarquable, leurs témoignages concordent.

Yvon est de ceux-là. Il a passé onze ans dans l'U.R.S.S. Il n'y a pas vécu en étranger, avec des dollars ou des francs, dans des hôtels spéciaux, auprès des hommes politiques ou des théoriciens. Il n'y a pas vécu en bourgeois farci de préjugés, plein d'exigences, ou dévoré d'ambitions. Chaque jour de ces onze années, il a été plongé dans la vie soviétique la plus ordinaire. Ce qu'il dit, du régime intérieur des usines, — conditions d'embauche, travail, réfectoire, salaires, réunions obligatoires, assurances sociales, — il l'a éprouvé doublement, comme ouvrier, puis comme directeur. Comme locataire, il a habité les « coopératives de logement », et les « maisons-communes ». Comme consommateur, il a pénétré, hélas ! le mécanisme compliqué et décevant des cartes d'approvisionnement. Aussi bien que n'importe quel citoyen soviétique, il sait le degré de liberté dont on jouit quand on vote en troupeau, à mains levées, pour des candidats imposés, et quand on est, dans sa chambre même, sous l'œil du G.P.U. Membre du parti communiste, il a contribué au fonctionnement de l'immense pyramide qui, de secrétaire en secrétaire, monte jusqu'à Staline.

Tout cela, Yvon l'a vu ou éprouvé non seulement à Moscou, mais dans quantité de régions où ses fonctions l'ont appelé. Il ne dit pas ce qui doit être d'après les théories, les discours ou les décrets, il dit ce qui est.

— Ce qui était de son temps, car depuis 1934, *bien des choses ont changé.*

Il est exact que les changements sont rapides dans l'U.R.S.S. Mais à celui qui connaît bien l'U.R.S.S., la lecture de la presse soviétique permet de se tenir constamment au courant, et Yvon a montré, par ses articles si fortement documentés de la Révolution Prolétarienne, *qu'il suit de très près les nouveautés de là-bas. Ce qu'il dit est vrai, encore aujourd'hui.*

Mieux encore, ce qu'il dit sera vrai demain, et après-demain, sinon dans le détail des chiffres, du moins dans la tendance. Les réformes qui ont eu lieu et celles qui sont annoncées laissent intacte la concentration des pouvoirs entre les mains du Comité Central communiste et de son secrétaire général et creusent plus

profondément l'abîme entre ceux d'en-haut et ceux d'en-bas. Or cet absolutisme de Staline et cette constitution rapide des spécialistes de tous ordres — techniciens, intellectuels, hauts fonctionnaires du parti, de l'armée, des syndicats, des administrations — en une catégorie ou classe privilégiée et dominante sont déjà définis dans les derniers chapitres d'Yvon, qui, plus encore que les autres, prêtent à réflexion.

P. PASCAL.

Le NIVEAU de VIE du TRAVAILLEUR en U.R.S.S.

CAMARADES,

Ce n'est pas en trois causeries qu'on peut décrire l'état actuel de l'U.R.S.S. et pour éviter les phrases générales qui parlent de tout sans rien dire, nous n'examinerons que trois points concrets, choisis parmi les plus importants. Qu'on ne s'étonne donc pas si bien des choses intéressantes sont laissées dans l'ombre.

Aujourd'hui, je vais vous indiquer successivement quelles sont les conditions de logement, d'alimentation et de travail des ouvriers de l'U.R.S.S., ainsi que leurs salaires.

I

Le logement

Les diverses sortes de logements

La révolution ayant dépossédé les propriétaires, les habitants créèrent dès le début un organisme : le *comité de maison*, chargé de l'entretien de l'immeuble ainsi que de l'établissement — sur l'avis des habitants constitués en *coopératives de maisons* — du règlement intérieur de la maison et du mode de répartition des locaux.

Aujourd'hui, le comité de maison continue d'exister, mais il

a totalement changé de nature : la coopérative de maison n'existe plus que de nom et le comité de maison n'est que l'un des rouages d'exécution d'un organisme local centralisé qui a, à sa tête, un « responsable » communiste, maître absolu de la répartition des locaux et de la réglementation intérieure.

A côté de ce système d'habitations il en existe d'autres. Par exemple la maison dite « commune », terme qui rappelle, comme le Comité de maison, la période révolutionnaire. L'origine des *maisons communes* est celle-ci : au moment de la Révolution, les ouvriers s'emparèrent, en même temps que des usines, de toutes les dépendances de l'usine : maisons patronales, directoriales et « cités ouvrières ». Le tout devint la « maison commune » des ouvriers de l'usine.

Ces maisons communes sont maintenant sous la dépendance directe et exclusive non plus des ouvriers, mais de la direction de l'usine, qui a un bureau spécial, le *bureau des logements*, pour s'en occuper. Lorsque l'ouvrier quitte l'usine, il perd par là même son logement.

C'est surtout à cette catégorie d'habitations qu'appartiennent les maisons neuves. Celles-ci sont construites sur le modèle des cités ouvrières et sont réservées aux privilégiés de l'établissement: « responsables », spécialistes, travailleurs « oudarniks » et « stakhanovistes ».

Une autre sorte d'habitation, très répandue à l'heure actuelle, est celle des grandes baraques en bois, du genre des *baraques Adrian* de la guerre. Elles forment une pièce unique contenant de 25 à 40 lits, où couchent les célibataires et parfois même des ménages.

Au début, ne logeaient guère dans ces baraques que les ouvriers du bâtiment et des travaux publics, mais depuis l' « industrialisation », le développement formidable des usines nouvelles a fait se multiplier ces baraques. Dans certaines villes elles sont souvent le principal mode de logement. Dans l'Oural et en Sibérie de grandes villes de 100.000 habitants et plus sont formées, en grande partie, de ces baraques. Elles sont le trait principal du paysage autour des « géants industriels » et autres « grandioses réalisations » que célèbrent les agences soviétiques.

Il existe aussi, dans les environs des grandes villes, de petites *maisons d'été individuelles* en bois — les « datcha » — qu'il est très coûteux d'habiter à cause du loyer excessif, des frais supplémentaires de transport, des difficultés d'approvisionnement et de chauffage — le chauffage a une très grosse importance

en Russie ; aussi, n'a-t-on recours à ces « datcha » qu'à la dernière extrémité.

Un système de logement, qui a à peu près complètement disparu pour le commun des mortels, est celui des *hôtels*. On n'a pas le droit d'y habiter plus de 15 jours ou un mois selon les cas. En outre, ne fût-ce que pour y coucher une seule nuit, il faut être un voyageur officiel en mission, si bien qu'il est impossible à l'ouvrier de s'éloigner à plus d'une journée de son lieu de travail, à moins de coucher à la belle étoile ou chez des amis.

Quel que soit le type d'habitation, il est extrêmement difficile d'y obtenir un logement.

Plusieurs formalités sont indispensables. Il faut d'abord présenter son passeport, car même un Russe ne peut se déplacer à l'intérieur de la Russie sans passeport ; c'est le système du « passeport intérieur » renouvelé du tsarisme. Sur le vu de ce passeport, le comité de maison ou le « commandant » de maison vous inscrit sur la liste des « aspirants locataires », s'il en a l'autorisation de l'organe supérieur du soviet.

L'attente pour passer du titre d'aspirant locataire à celui de locataire dure des mois, souvent des années — selon le piston dont vous disposez — et vous devrez la subir dans une baraque ou bien vous « infiltrer » dans la chambre déjà surpeuplée d'une famille amie.

Devenu locataire, vous n'acquerrez cependant qu'une quiétude toute relative : ne soyez pas mal vu à votre lieu de travail ou dans la maison et vous éviterez les tracasseries inimaginables qu'on vous ferait supporter dans le but de vous déposséder d'un toit difficilement acquis ; enfin, ne manifestez pas votre mécontentement du régime et la police n'usera pas du droit souverain d'expulsion qu'elle possède.

Ajoutons, pour être complet, qu'il n'y a pas d'expulsion légale en hiver ; par 20 à 40° de froid, ce serait, dans les conditions actuelles, bien près d'une condamnation à mort.

Le loyer

Au lendemain de la révolution, la tendance à l'unification des salaires fut bien vite remplacée par les énormes différences de revenus qui règnent aujourd'hui, et le système du *loyer différentiel* devait soulager les demi-indigents que créent les bas salaires soviétiques.

Il est à noter que ce principe est une des petites choses — entre beaucoup d'autres — qui auront aidé à faire lâcher, aux travailleurs, la proie pour l'ombre. Ils tendaient à l'unification des salaires, c'était concret ; on leur donne exactement le contraire, mais en faisant miroiter un secours aux trop malheureux. Or il est clair que, si cette aide était suffisante pour réajuster l'inégalité des jouissances, le système n'aurait aucun sens.

Selon des lois et une pratique très compliquées, le loyer dépend aujourd'hui du confort de la maison, de la surface occupée, de l'importance de la famille et du salaire.

Voici pratiquement à quoi on aboutit :
une petite famille occupant une pièce unique de 15 mètres carrés paie par mois :

si le salaire mensuel est de 150 *roubles*, 12 *à* 15 *roubles*,
si le salaire mensuel est de 1.000 *roubles*, 40 *roubles*.

On voit que le loyer d'une même pièce pour une famille d'une même importance, représente à peu près 10 % du salaire pour l'ouvrier à salaire moyen, et seulement 4 % pour le haut salaire.

Indiquons encore qu'à l'encontre de toutes les lois, la pratique veut que certains grands « responsables » ne paient pas du tout de loyer pour le confortable appartement meublé que l'Etat leur garantit.

Comme la crise des logements est extrême sur tout le territoire, — un fait divers récent en donnera une idée : Olga Khmaza, ouvrière chef d'équipe dans la fabrique d'alcool de Kiev, s'est suicidée à la perspective d'être expulsée par la direction de la fabrique, d'une chambrette qu'elle venait enfin d'occuper (*Izviestia* du 6 mars 1936) — et qu'il est impossible de trouver un logement si petit soit-il, quand on ne dispose pas d'un appui important, d'une haute recommandation à la section des logements du soviet ou à une direction de maisons, on en arrive au stratagème très caractéristique de l' « annonce ».

Il est interdit en U.R.S.S. de faire commerce de son logement ; néanmoins beaucoup d'annonces de journaux locaux concernent les logements. Celui, en effet, qui dispose d'une certaine somme, met une annonce dans un journal disant qu'il désirerait un logement de telle ou telle sorte ; celui qui a un logement correspondant à peu près à cette description et qui a besoin d'argent, se met en rapport avec l'annonceur. Tous deux s'entendent et il est convenu que le premier donnera une certaine somme au second s'il obtient son logement. Alors chacun

va trouver son Comité de maison et déclare, l'un : *je suis trop à l'étroit*, l'autre : *je suis trop au large*, et l'échange a lieu. Jusqu'en 1935, ce marchandage était clandestin, mais il s'était tellement répandu qu'un décret est venu le légaliser et le doter d'un petit impôt. Nous voyons là une des nombreuses façons légalisées de déposséder le pauvre du peu qu'il avait pu réellement acquérir à la faveur du bouleversement de 1917.

En quoi consiste un logement

En général, il y a dans toute maison autant de familles qu'il y a de pièces. Chacun a, en outre, droit à la cuisine qui n'est souvent constituée que par un simple réchaud à pétrole dans le couloir.

En règle générale cela fait 10 à 20 mètres carrés par famille de 2, 3, 4, et même 5 personnes. Certaines pièces sont parfois occupées non par une famille, mais par plusieurs célibataires ou même plusieurs familles. Une annonce fréquente des journaux est : « *je cherche un angle* », c'est-à-dire un coin dans une de ces chambres communes.

Les petits appartements séparés d'une pièce ou deux sont extrêmement rares, et c'est un grand privilège d'y habiter.

Cela pour les familles.

Les célibataires, eux, habitent en règle générale, de grandes chambres contenant 10, 20, 40 personnes.

Dans ces grandes chambrées, on rencontre parfois aussi des ménages.

Le mobilier des habitations est plus que primitif. Il n'y a pas de lits pour tous les membres de la famille ; les vêtements d'hiver étendus sur le plancher forment fréquemment le lit. Presque pas de chaises. De grandes malles pour ranger la vaisselle et les vêtements. L'armoire est rare ; une armoire à glace, si simple soit-elle, est un luxe inconnu.

Avec des logements aussi surpeuplés, où le linge et la vaisselle se cachent et s'entassent sous les lits ou dans les coins, les poux, punaises, cafards et souris pullulent. La concentration d'habitants est trop grande pour que les lieux communs (cuisine, waters) puissent être entretenus proprement.

Voici d'ailleurs quelques extraits de journaux soviétiques indiquant, en même temps que le prix des loyers et leur hausse, la surface occupée par une famille et l'état de l'hygiène :

Dans *Za Indoustrializatsiou* du 18 septembre 1934 :

Près de l'usine géante de métallurgie le Grand Kramatorsk (Donbass), un angle *dans une maison à peu près bien coûte de 100 à 150 roubles par mois ;* un angle *dans une cabane de terre (zemlanka) coûte de 25 à 30 roubles.*

Il n'y a pas plus de 3.000 ouvriers qui vivent à moins de 6 kilomètres de l'usine; 4.600 ouvriers doivent vivre entre 6 et 30 kilomètres, et plusieurs milliers logent encore plus loin; il leur faut chaque jour de 3 à 4 heures de voyage pour venir travailler.

Dans le *Troud*, journal des syndicats, du 12 juin 1934 :

A l'usine d'Istomkinski l'ouvrier Polakov vit dans une chambre de 10 mètres carrés (caserne n° 1) avec sa famille de 6 personnes; en novembre 1932 il payait un loyer mensuel de 37,32 roubles; en novembre 1933 il devait payer 54,25 roubles. Un autre ouvrier (caserne n° 8) a, pour 7 personnes, une chambre de 22,3 mètres carrés; en novembre 1932, il payait 37,80 roubles; un an plus tard on lui demandait 139,37 roubles. (Deux membres de la famille étaient devenus salariés dans chacun des deux cas).

D'un discours d'Ordjonikidzé à la réunion des directeurs et techniciens de l'industrie lourde, publié dans *Za Indoustrializatsiou* du 22 septembre 1934 :

Pendant un mois, j'ai visité l'Oural et partout, dans chaque maison, on se plaignait des punaises.

Du même journal les 14 mai et 21 juillet 1934, à propos de l'usine d'autos de Gorki :

22,3 % des ouvriers, c'est-à-dire 5.000 ouvriers, vivent dans des baraques. L'hiver, l'eau y gèle, l'été les punaises y sont maîtresses. Comme il n'y a pas de tout à l'égout, l'air est très vicié.

Il y a encore 228 cabanes de terre.

Et cela, deux ans après la mise en marche de ce « géant », merveille de la technique !

Il faut dire, il est vrai, que le travailleur russe était auparavant plus mal logé que l'occidental, et c'est cela qui rend moins invraisemblable qu'elle ne paraît la situation décrite par les journaux soviétiques. Mais ce qui est non moins vrai, c'est que la situation du travailleur russe dans ce domaine n'a été en aucune mesure améliorée (sauf pour une bien petite partie d'entre eux : quelques superoudarniks et stakhanovistes).

La cause d'une telle crise de logement est que la révolution

s'est beaucoup plus occupée de « dépasser le capitalisme » dans la construction d'usines géantes et d'organiser les hommes pour la production, que de leur bien-être. De loin cela peut paraître grandiose d'ajouter en quelques années dix à quinze millions de jeunes paysans à l'armée des constructeurs des merveilles de la technique ; de près c'est bougrement douloureux.

Le reste viendra, dit-on. Peut-être ! Dans tous les cas le *reste* est déjà venu pour quelques-uns.

Le logement des maîtres

Au centre de Moscou se dresse une ville fortifiée : le Kremlin, dont l'accès, libre autrefois, est aujourd'hui rigoureusement interdit sans autorisation spéciale. Là sont les *palais*. Dans les anciens appartements des tsars habitent les Staline, Molotov, Vorochilov et leurs principaux lieutenants, les « super-responsables » ; ils ont, en outre, des résidences d'été aux environs.

Au degré en dessous, il y a, un peu moins confortables, des *pavillons particuliers* pour les hauts « spécialistes », techniciens, littérateurs, savants, et pour les « grands responsables ».

Des *appartements* véritables comportant plusieurs pièces et une cuisine, qui font figure de palais à côté des baraques ouvrières, sont le lot des spécialistes et responsables ordinaires, ceux qui gagnent plus de 1000 roubles.

Enfin, notons que la Révolution a « supprimé » les domestiques, il n'y a plus de « bonnes », mais on peut avoir une ou deux « ouvrières d'intérieur ».

Le chef des bureaux de constructions d'immeubles du Soviet de Moscou, Diélukhine, nous apprend par les *Izviestia* du 9 mars 1936 que la ville mettra en chantier, au cours de l'année, 396 maisons d'habitation et que les nouveaux appartements, allant de 2 à 5 pièces principales, seront dotés non seulement du confort le plus moderne, mais encore d'une chambre de bonne spéciale mesurant environ *six mètres carrés*, les pièces des maîtres ayant de douze à vingt-quatre mètres carrés.

On est donc bien loin de prévoir l'extinction des domestiques, ni même de leur accorder quelque mieux-être marquant.

Il y a également d'autres palais : ce sont les *hôtels pour étrangers*. Au centre de Moscou le socialisme apparaît aux étrangers de passage dans un décor d'or, de marbre, de confort, de serveuses aguichantes. L'agence de voyage *Intourist* est à même

de satisfaire les moindres désirs des visiteurs étrangers, à la seule condition cependant qu'ils acceptent de signer, avant leur entrée en Russie, un itinéraire et un programme dont ils ne doivent, sous aucun prétexte, s'écarter.

Quant au paysan, il a généralement gardé sa petite maison, mais n'a pu ajouter aucune nouvelle pièce à son très maigre mobilier.

II

L'approvisionnement

Comment achète-t-on ?

Depuis 1929, l'année du « grand tournant », jusqu'au début 1936, il existait dans les villes trois sources d'approvisionnement :

1° l'approvisionnement rationné (de beaucoup le plus important) ;
2° l'approvisionnement libre ;
3° l'approvisionnement contre des métaux précieux.

On vient de supprimer la première et la dernière de ces sources, il ne reste plus aujourd'hui — ou à peu près — que l'approvisionnement libre.

Décrivons d'abord cette première période, de 1929 à 1935.

L'ancienne *coopérative d'approvisionnement*, qui s'était tant développée auparavant, a totalement disparu en tant que coopérative ; elle est devenue un simple magasin de distribution de vivres qui porte encore parfois le nom de coopérative et le plus souvent celui, aussi inexact, de « distributeur ». Ces magasins, qui n'ont plus rien de coopératif, sont de simples rouages de l'administration générale de l'Etat et forment la base de l'approvisionnement rationné.

Dans ces distributeurs, chacun n'a droit qu'à une certaine quantité de denrées. Ils sont différents selon la catégorie sociale de l'acheteur. Les distributeurs et « coopératives » pour ouvriers et petits employés n'ont que très peu de sortes de marchandises et de mauvaise qualité, on n'y a pas le droit de choisir ; les

oudarniks (ouvriers de choc) et spécialistes ont dans les distributeurs qui leur sont affectés des marchandises en quantités un peu plus importantes et de qualité meilleure, un choix tout relatif y est toléré ; enfin les catégories privilégiées : chefs d'entreprises, « responsables », vieux bolcheviks (ceux-ci n'étaient pas encore dissous), ouvriers et techniciens étrangers, Guépéou, hautes sphères de l'armée ont des magasins spéciaux pour chacune d'elles où les produits sont de bonne qualité et entre lesquels on peut choisir. Naturellement il y a une « coopérative » spéciale pour le Kremlin.

Cette spécialisation des « distributeurs » par catégories sociales entraîne naturellement l'institution de tout un système compliqué de cartes mensuelles (de couleurs différentes pour chaque catégorie), munies de toutes sortes de cachets et de signatures pour lesquels il faut toute une bureaucratie. En outre il existe également tout un système de talons et de tickets donnant droit aux choses les plus diverses selon les hasards des possibilités (un veston, une casquette, 5 kilos de pommes de terre, trois litres de lait, etc...).

Ces cartes, talons et tickets sont répartis sur le lieu même du travail par un bureau spécial de l'usine et quand vous quittez l'établissement ou lorsqu'on vous renvoie, vous n'y avez plus droit. Ces papiers arrivent à jouer un tel rôle dans la vie que lorsqu'on s'aborde entre amis on en parle plus souvent que de toutes autres choses et leur perte est une réelle calamité. Ils ne vous donnent cependant que le « droit » d'acheter avec votre argent un produit donné, en quantité donnée, à une date donnée et dans un magasin donné ; mais les prix des distributeurs sont les seuls abordables pour les neuf dixièmes des bourses et « manquer » sa ration équivaut exactement à se priver de son contenu.

Le magasin où on doit se servir est souvent très éloigné, il est en général dans les environs de l'usine qui en a la charge et où que vous habitiez, fût-ce à l'autre bout de la ville, vous le visiterez quotidiennement pour ne pas risquer de perdre le maigre et pourtant précieux bénéfice de distributions aussi rares qu'irrégulières. Ce à quoi vous avez droit n'existe d'ailleurs pas toujours, et sur la fin, lorsque le système est dans son plein épanouissement, il n'existe même presque jamais ; le consommateur, qui en a pris son parti, accepte n'importe quel bon ou talon d'achat sans égard à ses propres besoins et prend place à toute queue rencontrée sans savoir ce que l'on y attend. Le

pantalon est le point faible de votre trousseau, mais des chaussures viennent d'arriver : qu'à cela ne tienne, vous ferez votre possible pour en toucher un bon d'achat. Après les heures de queue inévitables il ne reste que des « petits pieds », le vôtre est grand, on ne « manque » pas pour si peu une bonne aubaine. Et comme c'est un pantalon qu'il vous faut, vous ferez connaître dans votre entourage que vous en êtes preneur contre une belle paire de box-calf n° 35, vous visiterez, le dimanche matin, les « marchés aux puces », et le hasard et la patience aidant, vous arriverez à vos fins. D'autres échangent une partie de leur ration de pain contre du lait et ainsi de suite...

Les transes, les soucis et la fatigue de la pauvre mère de famille sont inimaginables. Faut-il ajouter que le client n'est devenu pour l'employé de distributeur qu'un indésirable jamais satisfait ?

Cette répartition « organisée » a pourtant été durant six années la source principale d'approvisionnement.

En dehors de ce qu'il achète à la « coopérative », l'ouvrier a pour s'alimenter, un repas, à midi, à l'usine, dans le réfectoire de celle-ci, mais seulement les jours où il travaille, et lui seulement, pas sa famille. Pour ce repas règne également la différenciation : il y a des salles, des tables, ou des horaires différents et des menus différents pour les différentes catégories de salariés. Salles et menus qui vont dans l'ordre décroissant suivant : pour grands responsables, pour ingénieurs et techniciens, pour oudarniks (ouvriers de choc), pour simples ouvriers.

Ici se place une légende qui a eu beaucoup de crédit en Occident, celle des prix différentiels dans les distributeurs et les « restaurants » d'usine. Eclairons-la d'un mot : dans la salle n° 1 (pour responsables), le repas composé de soupe, gigot, légume, dessert et thé coûte de 1,20 à 1,50 rouble ; au réfectoire n° 4 (pour le menu peuple) le repas — sans choix, à des tables de 8 à 12 personnes et avec le self-service — composé d'une soupe et d'une bouillie de millet se vend de 0,60 à 0,80 rouble.

Evidemment les pauvres paient moins cher, mais il y a beau temps que la société bourgeoise applique ce système des bons repas plus chers que les mauvais.

Passons à l'approvisionnement dit libre. Il comprend les *magasins d'Etat* bien achalandés, qui sont autant d'Etat, mais pas plus, que les « coopératives », et les rares marchés paysans. Là, chacun peut acheter librement, quelle que soit sa situation so-

ciale, et peut choisir librement ce qu'il veut ; seulement les prix y sont de *cinq à dix fois* plus élevés que dans les distributeurs, de sorte qu'en fait ils ne sont accessibles qu'aux hauts salaires. Sur le marché « paysan » c'est souvent, d'ailleurs, l'ouvrier miséreux qui vient revendre au prix fort son kilogramme de viande mensuel touché à la « coopérative » : le « bénéfice » réalisé servira à ajouter le pain qui manque parfois dans le ménage.

Enfin le *Torgsin* est un magasin où il faut payer en monnaies étrangères : francs, dollars, livres sterlings, etc..., ou en métaux précieux : or, argent... Au Torgsin on trouve de tout. Celui qui a encore un quelconque bijou de famille peut aller l'y échanger contre un peu de beurre ou de légumes secs ; celui qui peut faire adresser à son compte par des parents établis à l'étranger un certain nombre de dollars ou de francs s'approvisionne au Torgsin jusqu'à épuisement de son crédit ; de même les étrangers de passage en Russie.

Le Torgsin est un moyen pour l'Etat soviétique de drainer les métaux précieux et les devises étrangères.

La situation que nous venons d'esquisser était celle d'hier (de 1929 jusqu'au seuil de 1936), c'est-à-dire de l'époque correspondant au profond retournement de l'opinion publique occidentale en faveur de l'U.R.S.S., retournement basé sur une croyance inébranlable en l'existence là-bas d'un vrai paradis populaire. Le progrès n'a guère augmenté la véracité de l'information !

Mais où en est-on aujourd'hui après que les deux décrets des 7-XII-1934 et 25-IX-1935 ont supprimé l'approvisionnement rationné, unifié les prix et que le Torgsin est liquidé ?

Voyons d'abord les causes de cette modification. Le système de répartition rationnée pour les 40 millions d'habitants des villes de l'Union avait abouti à un embouteillage en règle : les produits mettaient un temps infini pour atteindre le consommateur, leur concentration en tous lieux amenait des déchets énormes, l'entretien d'une armée spéciale d'employés devenait trop onéreux, la complication infinie de l'approvisionnement quotidien exaspérait la population tout entière ; en un mot le système, au lieu de pallier à l'état de pauvreté générale dans lequel était tombé le pays, y ajoutait encore.

Par ailleurs, l'impossibilité de connaître la véritable valeur de la monnaie, puisque la valeur d'achat du rouble variait selon la catégorie de l'acheteur et la nature du magasin, gênait consi-

dérablement les calculs de l'« économie dirigée ». On ne s'y retrouvait plus.

On est donc tout simplement revenu, comme dans la société capitaliste, à l'« équivalent général » des marchandises. L'argent a repris toute son importance d'unique moyen d'achat et de vente. Il est redevenu la commune mesure de toutes choses.

Les distributeurs pour « hautes » catégories et les « torgsin » sont devenus des magasins et restaurants de luxe où tout le monde a accès, et les autres se sont changés en magasins ordinaires. Achetez ce que vous voulez et où vous voulez, si... vous avez de l'argent.

Pour ne pas perdre au changement, l'Etat, détenteur de toutes les richesses, a unifié les prix à une moyenne qui avantage considérablement les hauts salaires — consommateurs principaux des anciens produits chers — et abaisse d'autant le pouvoir d'achat des bas salaires. Dans ce domaine, la réforme aura surtout été une libération économique des couches privilégiées et une accentuation des différences de conditions.

Pour l'ouvrier le seul résultat positif est qu'il est débarrassé de formalités et de soucis obsédants ; mais le pain de seigle qu'il achetait avant la réforme 0,60 rouble le kilo, il le paie aujourd'hui 0,85 et de même pour les autres produits, alors que son salaire ne s'est élevé dans le même temps que de 10 %.

Que mange-t-on ?

Finalement, quelles sont en fait les denrées et la quantité de ces denrées que l'ouvrier peut acheter ?

Voici quelle était en 1934 la ration du travailleur, c'est-à-dire ce qu'il avait le droit d'acheter pour lui et sa famille dans son distributeur :

	OUVRIERS		EMPLOYÉS ET MÉNAGÈRES	ENFANTS
	1re CAT.	2me CAT.		
Ration *par jour* en kilogs :				
Pain de froment	0,4	0,4	0,2	0,2
Pain de seigle	0,4	0,4	0,2	0,2
Ration *par mois* en kilogs :				
Viande y compris les os	2	1	—	0,5
Beurre et graisse	0,4	0,4	—	—
Sucre	1	1	0,8	0,8
Légumes secs	1	0,5	0,4	0,4
Pommes de terre	irrégulièrement, aliment rare.			

On remarquera dans ce tableau qu'il y a encore quelqu'un qui est plus mal traité que l'ouvrier, c'est l'employé, le petit employé qui n'avait aucune autre source d'approvisionnement. Il faut bien en effet que l'ouvrier croie avoir gagné quelque chose à la Révolution : il y a gagné que l'employé est plus malheureux encore que lui ; il n'est pas tout à fait au bas de l'échelle. Habileté et démagogie !

Disposant des rations que nous venons de dire, l'ouvrier russe est obligé de se contenter comme menu quotidien de ceci :

	SALARIÉS	NON SALARIÉS (FEMME ET ENFANTS)
Petit déjeuner .... (avant 8 heures)	thé et pain	thé
Déjeuner .... (midi)	repas d'usine *ou, s'il ne travaille pas:* thé et pain	thé et pain
Dîner .... (17 heures)	soupe et cacha (plat de légumes secs)	soupe et cacha ou : thé et pain
Souper .... (21 heures)	thé et pain	thé et pain

Le thé est souvent une simple décoction de carottes séchées ou de fruits sauvages séchés et le sucre est rare, si bien qu'on peut dire que toute une population est en fait réduite au pain et à l'eau.

Il paraîtra invraisemblable à des travailleurs occidentaux qu'on puisse vivre avec si peu ; cependant les faits montrent que cela n'est pas physiologiquement impossible, mais cela constitue naturellement une nourriture exclusivement d'entretien, c'est le strict indispensable pour subsister.

Ce serait une erreur de croire que la révolution a amené une égalité même relative dans la répartition des jouissances comme des misères. Même à l'époque de la chute verticale du niveau de vie (1929-1932), le plus insignifiant chef-lieu de province possédait son restaurant du « Sovnarkome » exclusivement réservé aux autorités locales.

Là se réunissaient à l'heure du dîner le préfet (chef du comité local du parti) et ses adjoints, les directeurs des grands établissements (commerciaux, industriels et bancaires), les chefs des grandes administrations (soviet, syndicat, magistrature), les

hôtes de marque en tournée et quelques autres. La police, la Guépéou et l'armée faisaient bande à part dans leurs « mess » particuliers. C'est au cours de ces repas, les seuls copieux et potables à cette époque de noire misère, qu'on parlait d'affaires et que, souvent, s'affirmait le petit jeu des « relations » et du « piston ».

Le nom de « sovnarkome » est lui-même très caractéristique : c'est le diminutif de Conseil des Commissaires du Peuple ; il n'y a pas de tel Conseil dans une ville de province, mais le nom y règne, accentuant encore, si possible, la puissance et le droit du privilège. La propagation du mot semble indiquer que l'exemple venait d'en haut.

Ce « restaurant » était très discret et souvent installé dans un petit hôtel particulier dont seul un précieux laissez-passer autorisait l'accès.

Aujourd'hui, la discrétion a disparu — se cacher gâte le plaisir — pourquoi se gêner puisque le fait du privilège est entré dans les mœurs ? Tous les restaurants sont ouverts à tout le monde ; mieux, comme ceux qui ont le pouvoir de payer risquaient de ne pas savoir où s'adresser, la presse soviétique de fin janvier et février 1936 inaugure une rubrique d'annonces qu'on n'avait pas vue depuis l'ancien régime. Elle donne les adresses et numéros de téléphone des magasins de luxe et riches restaurants, vante leurs jazz et invite à y passer de joyeuses nuits. On danse jusqu'au matin ; le champagne, les liqueurs, les crûs les plus renommés s'étalent en quatrième page des journaux. Pour ces dames il y a des parfums rares à *deux cents* roubles le flacon (*Izviestia* du 4-2-36) et pour leurs enfants des poupées à 95 roubles pièce (*Izviestia* du 6-2-36). Pour enrayer la spéculation sur les pianos, l'Etat prévoit d'en développer rapidement la production. Et pendant ce temps le manœuvre à 100 roubles mensuels a tout juste de quoi subsister !

On a même fait un dernier pas, l'Etat socialiste se devait de « faire la pige » au capitalisme ; ses restaurants les plus fins des rues centrales de Moscou proposent au public aisé l'organisation de banquets officiels ou *privés*, pour lesquels ils fournissent tout, y compris le personnel pour servir. Un coup de téléphone et des « laquais » d'Etat vous serviront un bon « gueuleton » chez vous, dans l'intimité, à 200 ou 300 roubles par tête.

Quant à l'immense foule des petits salariés, il n'y a guère de changement pour eux depuis 1934 — sauf pour quelques

stakhanovistes de la première heure. L'énumération de quelques prix vous en convaincra :

Prix au début de 1936, à Moscou, en roubles, le kilog :

pain de froment	1,70	*légumes secs pour la cacha :*	
pain de seigle	0,85	*sarrazin décortiqué*	4,30
viande de pot-au-feu	6 à 7	*millet décortiqué*	2,10
beurre	16	*semoule*	4,50
margarine	10 à 11	*riz*	6,00
huile comestible	13 à 14	*sucre*	4,70

Tels sont les prix que doit désormais payer tout le monde y compris ceux qui ont un salaire mensuel allant de 70 à 200 roubles.

Le lecteur qui voudra prendre la peine de faire la comparaison entre ces chiffres et ceux de son propre budget saura exactement où en sont les ouvriers soviétiques. Notez cependant que les chiffres ci-dessus concernent Moscou et qu'ils sont souvent très différents en province ; toutefois, en règle générale, les rapports entre ces différents chiffres marquent un privilège relatif en faveur de Moscou.

Il ne faut pas croire — comme beaucoup ont la cruauté, souvent inconsciente, de le faire — que cette misère soviétique est cependant une amélioration par rapport au temps du tsarisme.

Si, avant la Révolution, l'ouvrier russe était déjà mal logé, en revanche il mangeait abondamment. Le Russe est gros mangeur et l'ouvrier avait alors une nourriture simple mais abondante, les vivres étant très bon marché : chaque jour il mangeait pot-au-feu et cacha. Il avait en outre du sucre, de la graisse, des choux, du thé et du bon pain en grande quantité.

En 1925-27, dans les dernières années de la NEP, ce niveau d'alimentation d'avant-guerre avait même été dépassé ; c'est depuis qu'il a considérablement baissé et affecté toute la population, y compris ces paysans russes dont les plus âgés ne gardent aucun souvenir d'une égale détresse.

Il faut en chercher la raison d'une part dans le programme d'industrialisation à outrance, industrialisation qui a principalement consisté en un développement forcené de l'industrie lourde et de la fabrication des moyens de production au détriment des objets de consommation, et d'autre part, dans la collectivisation forcée des campagnes qui a amené en 4 ans (de 1929 à 1933) la disparition de plus de la moitié du bétail.

La production artisanale était très développée dans l'ancienne

Russie et dans la Russie de la NEP ; le paysan qui se faisait artisan pendant les longs mois d'hiver se suffisait presqu'entièrement à lui-même. Au nom de l'économie organisée on a détruit l'artisanat, et l'industrie s'est trouvée alors instantanément devant des besoins qu'elle ne pouvait pas satisfaire.

C'est pendant cette période aussi que seule l'exportation forcenée des céréales, poissons, beurre, œufs, huiles, lin, etc... permettait de payer l'importation des machines. Il nous souvient qu'en 1931, travaillant au chargement de poissons salés pour l'étranger dans un port soviétique, les dockers considéraient comme un « don du ciel » le bris « fortuit » d'un tonneau, qu'affamés ils avaient d'ailleurs parfois provoqué. Nous nous précipitions alors pour ramasser les morceaux de morue, quelle que soit la boue dont ils étaient entourés.

La « disette » de l'U.R.S.S. n'est donc pas un produit naturel, c'est le résultat exclusif de la volonté des maîtres du pays qui, certains de connaître le destin des hommes autant que les voies pour y conduire, ont froidement et impitoyablement imposé leur « vérité ».

A un point de vue plus général, la suppression de toute initiative personnelle ou, si l'on veut, l'obligation de ne la manifester que dans une direction unique amène des pertes immenses à tous les échelons. On a nié l'homme en tant qu'individu, et ça n'a pas réussi, même au point de vue production.

III

Les salaires

On peut, d'une manière très simple, obtenir une indication sur l'évolution des salaires en valeur réelle, en établissant ce qu'un ouvrier à salaire moyen pouvait se procurer de pain aux différentes époques, en supposant qu'il employait tout son salaire en achat de pain.

Voici à quoi on aboutit pour la ville de *Moscou* :

	Avant-guerre	1925-27	1933	1934	1935	1936
Salaire mensuel de l'ouvrier moyen en roubles.	30	100	130	150	170	190
Prix du kilo de pain de seigle en roubles	0,05	0,125	0,30	0,50	1	0,85
Pouvoir d'achat mensuel du salaire en pain de seigle (kgs.)	600	800	430	300	170	225

Ici quelques remarques :

1°) Le prix du pain de froment se maintient environ au double de celui du pain de seigle, il ne changerait donc pas la courbe obtenue ; mais le pain de seigle étant de beaucoup le plus employé à Moscou par les travailleurs, c'est lui qui doit servir de base.

2°) La pointe indiquée pour les années 1925-27 (apogée de la Nep) marque très exactement la réalité ; à cette époque les prix des produits agricoles étaient très bas, et contrastaient d'ailleurs avec ceux des produits manufacturés, alors qu'aujourd'hui tout est extrêmement cher pour la bourse moyenne.

3°) Avant-guerre, les objets manufacturés étant, relativement

au pain, meilleur marché, le niveau de vie était supérieur à celui qu'indiquent les chiffres du tableau.

4°) 1935 et 1936 marquent l'accentuation considérable des différences de salaires et conséquemment une amélioration sensible du niveau de vie des privilégiés, alors que le salarié moyen que nous avons pris comme base, a subi l'effet contraire.

La comparaison des niveaux de vie entre différents pays a toujours quelque chose d'arbitraire, les habitudes et les conditions étant très différentes ; cependant pour donner quelque point de repère au lecteur, indiquons qu'en 1925-1927 le degré de satisfaction des besoins de l'ouvrier moscovite était comparable à celui du travailleur parisien d'aujourd'hui.

En ce qui concerne les différences de salaires selon les catégories, les tableaux suivants montreront leur ordre de grandeur. Avec le régime instauré en 1935, ces différences de salaires correspondent exactement aux différences du niveau de vie puisque les prix sont devenus les mêmes pour tout le monde. Voici donc les salaires mensuels pratiqués en 1936 à Moscou (roubles) :

	SALAIRES EXTRÊMES	SALAIRES HABITUELS
ouvrier	de 70 à 400 r.	125 à 200 r.
petit employé	de 80 à 250 r.	130 à 180 r.
bonnes (domestiques)	de 50 à 60 r. plus, évidemment, la nourriture et le coucher.	
employés et techniciens moyens	de 300 à 800 roubles.	
grands responsables et spécialistes, hauts fonctionnaires, certains professeurs, artistes, écrivains	de 1.500 à 10.000 roubles et plus ; on cite pour certains, des revenus mensuels de 20 à 30 mille roubles (1).	

Il faut remarquer que ces salaires s'appliquent, qu'on soit communiste ou non, car le maximum relativement bas que les

(1) A ceux qui douteraient de l'ordre de grandeur de ces chiffres, signalons, entre autres, que les droits d'auteur permettent des revenus imposants et que les *Izviestia* du 4 mars dernier reproduisent un décret du Conseil des Commissaires du peuple dotant un concours pour la rédaction d'un manuel élémentaire d'histoire à l'usage des *écoles primaires*, de quatre prix : *cent mille, soixante-quinze mille, cinquante mille* et *vingt-cinq mille roubles*.

communistes ne devaient pas dépasser, dans les premières années de la Révolution, a été supprimé depuis longtemps.

RETRAITES

Pensions ouvrières : de 25 à 80 roubles par mois sans aucun privilège.
Pensions des veuves de hauts fonctionnaires et grands spécialistes : de 250 à 1.000 roubles par mois, plus des villas ou appartements en viager et des bourses d'études pour les enfants, parfois même pour les petits enfants.

On voit par ces deux tableaux, d'une part qu'à l'intérieur même de chaque catégorie il y a des différences très élevées (de 70 r. à 400 r. par exemple) et d'autre part qu'entre les catégories (pourquoi ne pas dire classes ?) l'écart va de 25 r. pour l'ouvrier retraité à 10.000 r. et plus pour le privilégié en activité.
Inutile de dire qu'une pension de retraite de 30 à 50 roubles en moyenne, qu'il est d'ailleurs très difficile d'obtenir, est une véritable pension de misère, et ce que signifie pour ces retraités la suppression, en 1935, de l'approvisionnement à bas prix moyennant cartes.

Les déductions sur le salaire

Sur les salaires que nous venons d'indiquer on opère un grand nombre de déductions qui, ouvertement ou non, représentent toutes, en fait, des impôts sur le salaire.
En voici l'énumération :

Impôt sur le salaire proprement dit : de 0,67 à 3,3 % du salaire, avec exonération pour les salaires de moins de 150 roubles.
Impôt dit « culturel » pour le fonctionnement des théâtres, bibliothèques, etc... : de 0,93 % à 2,8 % du salaire.
Cotisation à la « coopérative » (bien que, comme nous l'avons dit, il n'y ait plus de véritables coopératives en Russie) : de 1 à 2 % du salaire.
Cotisation « syndicale » (car l'adhésion est en fait obligatoire) : 2 % du salaire.
Emprunt d'Etat (théoriquement libre, mais pratiquement forcé) : 10 % du salaire.
Cotisations (obligatoires en fait), *pour sociétés et œuvres diverses :* 1 % du salaire.

Cela fait donc, en tout, de 15 à 21 % du salaire, somme qui est retenue sur le salaire, avant tout paiement de celui-ci ; c'est de l'argent que l'ouvrier ne voit même pas ! Il n'y a qu'à vérifier

les livres de paie de n'importe quelle usine pour s'en convaincre.

A côté de ces impôts directs, il y a également des impôts indirects très élevés sur le vin, le tabac et l'alcool, car l'Etat soviétique n'a pas renoncé à empoisonner son peuple avec la vodka (eau de vie de grains) afin de boucler son budget.

L'existence de tous ces impôts a d'ailleurs quelque chose d'archaïque puisque l'Etat, qui a le monopole des échanges, prend ce qu'il veut au producteur comme au consommateur en fixant arbitrairement tous les prix ; en 1935, par exemple, il achetait le seigle au paysan à raison de 6,5 *kopeks* le kilog et revendait à Moscou la farine 2,10 *roubles* le kilog, et le pain un rouble le kilo. (Le rouble contient *cent* kopeks).

Les additions au salaire

La légende du sursalaire soviétique est si répandue qu'il faut s'y arrêter en détail.

C'est un fait que, dans ses calculs de prix de revient, tout directeur d'usine ou chef d'établissement ajoute à chaque rouble de salaire environ trente kopecks dans la rubrique « Assurances sociales ». La Banque d'Etat opère le transfert des sommes aux différents organismes d'Etat intéressés.

La question qui nous intéresse est :

Que représentent ces 30 % du salaire, où vont-ils et qui en profite ?

Voyons pour y répondre le budget officiel des assurances sociales pour l'année 1935.

Il n'existe aucun budget public donnant la répartition de ces 30 % de salaire prélevés sur le produit du travail, et pour cause ! Il faudrait avouer la part qui va à des buts peu dignes d'un gouvernement dit « prolétarien ».

Force nous est donc de ne parler que du budget « avoué » des assurances sociales.

Ce budget a été publié pour 1935 dans les *Izviestia* du 9 juillet et son total d'environ six milliards de roubles indique déjà que la *moitié* des recettes prélevées sous la rubrique « Assurances sociales » ne figure plus aux dépenses de la même rubrique, puisque 30 % des salaires de l'U.R.S.S. (2) représentent *douze* milliards.

(2) Environ 40 milliards pour 1935. (Discours de Jdanov, *Pravda* de Léningrad du 26 décembre 1934.)

Pour faciliter l'étude, répartissons les rubriques du budget des A.S. pour 1935 en trois groupes :

	(En milliers de roubles)
I. — Paiement des jours maladie et accidents, du congé annuel, des indemnités aux femmes en couches, etc.	1.023.500
Retraites et invalidités	993.840
TOTAL	2.017.340
II. — Instruction publique, organisations préscolaires, bourses d'études, travail culturel, etc.	639.150
Maisons d'habitation, jardins publics, stades	992.500
Inspection du travail et dépenses administratives des A. S.	88.400
TOTAL	1.720.050
III. — Soins et médicaments, construction et entretien d'hôpitaux, nourriture à leurs malades, etc.	1.709.160
Maisons de repos, sanatoria, plages, villes d'eaux (construction et entretien)	455.750
TOTAL	2.164.910
TOTAL GÉNÉRAL	5.902.300

Et maintenant examinons par ordre les rubriques :

I. — En cas de maladie ou blessure, le travailleur a droit, dès le premier jour, à une assurance-secours à condition qu'il ait été reconnu incapable de travailler par le médecin *spécialement* autorisé de son usine ou du quartier qu'il habite ; le libre choix a disparu, la visite ressemble assez à celle du régiment : on se fait porter malade, on prend un numéro d'ordre à l'infirmerie, puis on attend son tour dans le couloir dans l'espérance d'un miraculeux bulletin prometteur d'assurance.

Celui qui n'est pas *reconnu* n'a que la ressource de reprendre immédiatement sa place à l'atelier où il sera considéré comme un *simulateur ;* quant à celui qui aura manqué un jour entier à l'atelier et ne pourra fournir de bulletin, il sera renvoyé avec le motif comme « déserteur au front du travail ».

Au début de la révolution et jusqu'aux plans quinquennaux, tout malade ou blessé avait droit à son salaire et c'était simple, mais lorsqu'on veut avant tout rattraper et dépasser le capita-

lisme, on en vient inévitablement à rogner des assurances sociales qui étaient trop onéreuses vis-à-vis du concurrent, d'autant plus qu'on avait, par ailleurs, développé les chapitres du budget les plus dispendieux : la guerre, la police, la diplomatie.

On a rogné par petits morceaux pour sauver la face et actuellement, pour le possesseur de bulletin, la situation est la suivante :

Le secours varie entre le demi-salaire et le salaire entier, selon toutes sortes de cas. Par exemple, le non-syndiqué, quel que soit son stage dans le métier, ne touche que demi-salaire pendant trente jours, puis les deux tiers. Pour avoir droit à plus, il doit se syndiquer. Alors, s'il a au moins deux ans de stage dans l'usine et trois ans dans le métier, il touchera 100 % dès le début, mais s'il n'est dans l'usine que depuis moins d'un an, il ne touchera que les deux tiers tout le temps de sa maladie. Ce n'est pas seulement là une manière d'attacher le travailleur au lieu de travail, mais c'est pour l'Etat un moyen très avantageux de diminuer les assurances pendant cette période de grand afflux de nouveaux ouvriers : plus de la moitié d'entre eux ne peuvent avoir les stages exigés.

Les saisonniers syndiqués (le bâtiment en général, maçons, charpentiers, terrassiers — on ne construit guère pendant les cinq mois d'un hiver très rigoureux) touchent selon leur stage les deux tiers ou les trois quarts pendant 20 jours, puis 100 %, mais pas plus de 75 jours en tout, tandis que les autres travailleurs touchent jusqu'à complet rétablissement ou passage dans une catégorie d'invalides.

Les « oudarniks » et les décorés ont quelque avantage : ils touchent 100 % dès le début. Quant aux mineurs, dont le travail est si pénible, ils n'ont droit aux 100 % (quel que soit leur stage) que s'ils ont *rempli leurs normes sans défaillance* au cours des deux mois ayant précédé l'accident ou la maladie. Ce rapport direct entre la cadence de travail et le taux du secours-maladie est une « innovation » que le « socialisme » a donc inscrite à son actif, de même d'ailleurs que le rapport entre le droit à la vie en cas de maladie et la discipline à l'atelier, car ceux qui ont quitté leur usine sans le consentement de la direction ou qui en ont été renvoyés avec « motif » (indiscipline) n'ont pas droit aux assurances sociales et perdent, au cas d'une nouvelle embauche, leur stage de travail antérieur.

Le taux de secours s'établit sur la base du salaire entier (y compris le boni), mais les jours fériés ne sont pas payés.

Auparavant, on ne pouvait toucher un secours supérieur à 300 roubles mensuels et ainsi les gros salaires se trouvaient « lésés » en cas de maladie. Maintenant, il n'y a plus de limite que pour les employés proprement dits, mais les ouvriers, les techniciens, les spécialistes du commerce comme de l'industrie, de l'agriculture ou de la comptabilité, les décorés, ne connaissent aucun maximum. Les écarts de salaires se perpétuent dans tous les domaines des Assurances Sociales.

Le congé annuel pour tous, ainsi que le repos aux femmes en couches, sont de ces acquisitions de la révolution auxquelles on n'a pas osé toucher de front. Chaque travailleur a donc droit à 12 jours ouvrables de congé payé par an, les travaux malsains donnent droit à 24 jours ouvrables, dont bénéficient également les grands spécialistes et responsables, en raison sans doute de la grande énergie qu'ils doivent dépenser pour diriger les autres !

Avant les « quinquennaux », deux semaines de congé c'était environ 4 % d'ajoutés à un salaire dont la valeur réelle était bien supérieure à celle d'aujourd'hui, alors qu'actuellement ces 4 % sont largement compensés pour l'Etat-patron par les 10 % d'emprunt-impôt qu'il retient depuis des années sur la paie des travailleurs. Les bas salaires (ceux des travailleurs de la base : ouvriers et petits employés) souffrent tellement de la nouvelle situation qu'il faut souvent les *obliger* à user de leur congé. La demi-misère constante pousse le père de famille à *implorer* la permission de travailler pendant son congé, afin de doubler sa paie au moins une fois l'an, mais comme il faut contourner une loi très sévère, on accorde rarement un tel « bonheur ». Qu'on ne pense pas surtout à ce besoin de cumul ou d'épargne, si répandu en France ; non, le Russe, par nature, déteste le bas de laine, que la dévaluation constante du rouble rendrait d'ailleurs inefficace.

Pendant 56 jours avant et 56 jours après l'accouchement, la femme qui travaille a droit au repos payé — qu'elle soit ouvrière, ingénieur ou actrice. L'importance et la nécessité d'un tel repos n'échapperont à personne là où le salaire de l'homme est devenu si insuffisant pour entretenir la famille que 40 % des travailleurs sont des femmes qui ont conservé par ailleurs le dur labeur du ménage.

Laissant de côté les petites indemnités qu'on attribue en cas ordinaire de naissance ou de décès, passons au chapitre des pensions de retraite.

En principe, on a droit à une pension dès qu'on n'est plus en état de travailler ; en pratique on travaille tant qu'on a la force, eût-on soixante-dix ans. Un travailleur vivant dans une grande misère avec un salaire de quelque 100 roubles par mois n'éprouve évidemment que bien peu d'empressement à réclamer une retraite de 25 ou 50 roubles lorsque le pain de seigle coûte 0,85 rouble le kilo et celui de froment 1,70. Nous connaissons des vieillards ayant travaillé, ouvriers, *cinquante* ans dans la même usine de Moscou et touchant aujourd'hui 35 roubles de pension — le prix de deux kilos de beurre. A 75 ans on se contente de bien peu et pourtant on ne peut acheter le pain quotidien qu'en vendant quelques champignons, noisettes ou framboises cueillis dans les bois de banlieue ; encore faut-il pouvoir y aller.

Les pensionnaires — retraités — ne sont plus d'aucune utilité pour la conquête de la technique supérieure et de l'industrie grandiose ; d'autre part, ils ne sont plus assez vigoureux pour faire valoir leurs besoins et comme la disette générale a bien émoussé le sentiment d'humanité, ce sont peut-être eux les plus grands parias du régime. (Rappelons que le bas salaire lorsqu'on travaillait et l'inflation continue n'ont pas permis de mettre un seul kopek de côté pour les vieux jours.)

La bureaucratie, pour les affaires de pensions, est des plus exigeantes et compliquées, elle trimbale souvent ses clients de guichet en guichet et leur fait « mériter » une deuxième fois leur pauvre aumône.

Il n'est pas jusqu'à un vaste « Institut de Recherches scientifiques et d'Expertise sur l'Invalidité » qui ne s'occupe de disputer aux invalides leur pension. Cet institut affirme, selon les *Izviestia* du 17-9-34 :

« ...*Quatre années d'expérience nous montrent que presque tous les invalides sont capables de travailler et nous nous occupons spécialement de les ramener au travail... La science donne au mot* « *invalidité* » *une signification toute relative et nous permet de rendre à la production une grande partie de nos invalides...* »

Donc, selon les besoins du budget, l'Etat met en branle la « science » pour diminuer et supprimer les allocations aux pensionnés invalides. Nul besoin de loi et de Parlement, la « science » au service de l'Etat-patron y suffit.

Quant aux vieillards retraités, nous avons entendu en 1933

l'organe syndical leur répondre lorsque, à bout de misère, ils sollicitaient la « faveur » de pouvoir manger, en payant, au réfectoire — bon marché — de l'usine à laquelle ils avaient donné leur vie :

« Si vous voulez améliorer votre sort, camarades, revenez à l'atelier, nous trouverons pour vous quelques emplois peu pénibles ; autrement, impossible de vous permettre le repas au réfectoire, vous savez bien qu'il ne peut être accordé qu'à ceux qui travaillent ! »

Et c'était vrai : le comité syndical d'usine ne pouvait pas accorder une telle « faveur », on ne fournissait le réfectoire en portions, d'ailleurs congrues, que selon le nombre de travailleurs présents au travail !

La pension ouvrière varie de 25 à 50 roubles par mois, rarement plus, seuls quelques anciens super-oudarniks peuvent atteindre 70-80 roubles. Elle est personnelle, enlève le droit au réfectoire sans dispenser de payer son loyer, et n'est accordée qu'à l'ouvrier *lui-même*, tandis que d'un simple petit trait de plume les organes supérieurs de l'Etat accordent à des veuves, à des enfants de personnalités éminentes du régime (grands responsables du parti ou des grandes administrations, professeurs, techniciens, etc...), des pensions de 250 à 1.000 roubles et plus par mois en outre d'autres privilèges très avantageux, comme celui de jouir d'un appartement ou d'une villa affectée en viager à la famille du « notable » par l'Etat « socialiste ». De l'autre côté de la barricade, la veuve et les enfants de l'ouvrier n'ont droit qu'à l'usine ou aux colonies de l' « Assistance publique ».

Voilà expliqué l'emploi des deux premiers milliards du budget des A.S. Passons aux suivants.

II. — Ce qui frappe dès qu'on aborde ces quasi deux autres milliards, c'est qu'ils sont employés à des choses peut-être très utiles, mais que jusqu'ici aucune société, même capitaliste, n'avait eu le toupet de qualifier *assurances sociales* ou *complément de salaire.*

Voyons, on construit des immeubles d'habitation occupés souvent par des privilégiés et où tous *paient leur loyer*, comme partout ailleurs, et on appelle cela *assurances sociales !* Mais il y a plus fort : l'édification et l'entretien de jardins publics — baptisés pour la circonstance « jardins de la culture et du repos » — et de stades sportifs où l'entrée est d'ailleurs payante, sont un complément de salaire... « socialiste » !

Et que dirons-nous de ce « travail culturel » qui consiste à propager l'unique dernière directive du pouvoir dans des clubs dits « ouvriers » et où personne n'a même le droit d'exprimer une opinion sortant un tant soit peu de l'orthodoxie ?

C'est peut-être de l'assurance contre l' « hérésie », mais pas de l' « assurance sociale ».

Les écoles maternelles s'appellent « jardins d'enfants », bien que le jardin lui-même y fasse souvent défaut et que la cour de récréation n'y soit même pas obligatoire. Ces « maternelles » soviétiques sont payantes, sauf pour un petit nombre d'indigents. On ne se gêne cependant pas pour mettre leur entretien au compte des Assurances sociales, ainsi que celui des colonies d'enfants assistés, d'orphelins et des crèches-garderies où la mère de famille *pauvre* — et seulement la pauvre — laisse son bébé pendant le temps de travail à l'usine.

En U.R.S.S., plus que partout ailleurs, la femme d'ouvrier est contrainte de suivre son mari à l'usine, et il y a quelque cruauté à qualifier d' « émancipation » cette obligation pour la mère de famille de travailler aux pièces et à la chaîne même pendant l'allaitement de son bébé.

Une partie du budget de l'instruction publique est également couverte par les assurances sociales, alors qu'en réalité la gratuité de l'enseignement même *primaire* est très relative, puisque partout les parents doivent payer les livres et cahiers des élèves ; mieux, comme les livres ainsi achetés par les parents restaient en fin d'année la propriété « socialiste » de l'école, il n'a pas fallu moins qu'une décision spéciale du 7 août 1935, signée de Staline, pour qu'ils soient la propriété légale de ceux qui les ont payés. Par les *Izviestia* du 8 août 1935, on voit même que dans ce commerce l'Etat faisait de bonnes affaires : il arrivait que l'école faisait payer dans le cours élémentaire 5 roubles par élève, alors qu'elle ne lui donnait en réalité que pour 3 roubles de livres ; dans les classes du cours complémentaire et supérieur, on fait payer à Moscou jusqu'à 24 roubles par an et plus par élève ; et malgré cela, on n'a souvent qu'un seul livre pour 3 à 5 écoliers (toujours des mêmes *Izviestia*).

Sous le tsarisme la fourniture de livres et cahiers était pourtant gratuite dans l'enseignement primaire !

On inclut même des bourses d'études qui sont loin d'être égalitaires et dont ne bénéficie en fin de compte que cette partie bien minime de la population (les étudiants) qui est appelée par la suite à jouir des hautes fonctions.

Non, il est clair que ce second tiers du budget ne peut être considéré comme un sursalaire sous peine d'être obligé d'en faire de même vis-à-vis d'autres régimes.

III. — En U.R.S.S. l'état de la santé publique est déplorable. Selon les *Izviestia* du 6 février 1936, le commissaire à la Santé publique de la République panrusse des soviets, Kaminski, pouvait reconnaître que dans les hôpitaux de Moscou — qui est privilégiée — il n'y a que 6,3 lits par mille habitants alors qu'en 1913, il y en avait 7,4 ; « *pour les enfants*, dit-il, *c'est encore pis, seulement* 3 % *des lits leur sont dévolus* ». Citons encore les *Izviestia* du 28 février 1936 et on aura une idée de l'ordre de grandeur de cette misère : « .... *il y a en U.R.S.S. plus de* 300.000 *enfants souffrant de rachitisme, paralysie et autres tares du même ordre de gravité et pourtant il n'y a à peu près aucun établissement pour les soigner. En particulier Moscou, qui compte officiellement plus de* 5.000 *de ces enfants, ne leur accorde en tout que* 65 *lits, pas même un établissement spécial pour eux....* » Pourtant on ne se gêne point pour mettre une telle misère au compte du « complément de salaire ».

Oui, l'assuré social et sa famille ont droit aux soins, aux médicaments et à l'hospitalisation gratuits, mais il faut préciser que les « notables » du régime ont droit aux soins, aux médicaments et à l'hospitalisation gratuite dans des établissements comme celui du Kremlin, où le choix du personnel médical est inutile, puisque se trouvent réunies là toutes les sommités de l'art médical et chirurgical, et où on est aux petits soins pour le malade, tandis que le pauvre bougre de travailleur a non seulement perdu le droit du choix de son médecin, mais il n'a acquis que celui de soins pour indigents dans des infirmeries et hôpitaux où l'hospitalisé doit être soutenu de l'extérieur en colis de *pain de froment* pour pouvoir tenir le coup.

C'est pourquoi évidemment on cache soigneusement la part des budgets de la santé publique et des assurances sociales qui va aux soins pour notables. Il semblerait que la société n'a jamais été aussi unie et égalitaire, pour mettre tout le monde dans la même rubrique, alors qu'en réalité, là comme dans d'autres domaines de la vie sociale, une médecine entretenue au compte de la « communauté socialiste » est très inégalement distribuée au profit de la « fonction » — ce remplaçant inattendu de la propriété privée.

Le demi-milliard de roubles qui va à la construction et à

l'entretien de maisons de repos, sanatoria, « Rivieras » et villes d'eaux nous amène à parler des trois grandes catégories d'établissements de repos : les plages et villes d'eaux, les sanatoria et les maisons de repos.

Tous ces établissements ont de commun qu'ils sont d'autant plus confortables, discrets et tranquilles que les catégories de gens à qui ils sont destinés remplissent une fonction sociale plus élevée.

Certes, on respire le même bon air, on se bronze au même soleil et on se baigne dans la même mer Noire, mais il semble que c'est seulement parce que la science et la technique ne peuvent pas encore les compartimenter. On différencie tout ce qui peut l'être : la bonne chère, le confort, la discipline, le service, la solitude, etc...

Sur la Riviera russe, en Crimée, vous trouverez à Livadia une ancienne résidence du tsar transformée en maison de repos pour les paysans. Quel symbole ! Et pourtant ! Les grandes salles sont devenues des dortoirs, des réfectoires, des « préaux » et la propriété est devenue une « caserne du repos » pour le menu peuple. Non seulement il ne peut pas être question de venir avec sa famille ou de choisir son voisin de lit dans un dortoir pour 30 ou 40 personnes, mais on ne peut s'attarder à flâner sur la plage ou dans les bois environnants qu'en sacrifiant son repas et risquant l'indiscipline, sans parler de l'obligation de suivre régulièrement les cours politiques et les manifestations artistico-éducatives qui doteront le corps sain d'un esprit... policé.

Le régime « matériel » et « spirituel » y a été dressé au nom de la science par des hygiénistes et des sociologues.

Qu'on juge de ce régime par quelques citations d'une brochure explicative éditée en 1934 par les syndicats soviétiques (3).

(page 39) :

...l'étude scientifique du repos des travailleurs, c'est l'étude de l'influence du repos « organisé » sur la restauration des forces, et l'augmentation de la productivité du travail des ouvriers. Une telle étude a une grosse importance pour rationaliser le repos du travailleur...

---

(3) « Le repos des ouvriers », avec sous-titre : « La tâche des syndicats dans les assurances sociales ».

(*page 12*) :

Tout le système du repos ouvrier en U.R.S.S. sert directement les buts de la construction socialiste, de l'augmentation de la productivité du travail et de la santé de la classe ouvrière.

(*page 40*) :

Les travaux de l'institut d'hygiène et de pathologie du travail d'Odessa démontrent que notre repos ouvrier socialiste ne doit pas être le vieux « repos après le travail », mais doit être transformé en « repos pour le travail », pour le relèvement de sa productivité. Pour cela, il faut trouver les formes les plus adéquates, les plus rationnelles dans tous les domaines.

Mais que signifie cette conception du repos « pour » le travail au lieu du repos « après » le travail ?

(*page 12*) :

Le repos de notre ouvrier soviétique doit consister en une juste synthèse alliant la récupération des forces et de l'énergie au développement culturel et politique : les exercices de culture physique pour ceux qui se reposent doivent les préparer à passer avec succès les épreuves du « prêt pour le travail et la défense *» ; on organise des jours spéciaux d'éducation politique, des marches militaires... Tout ceci forme une base solide permettant de détruire à jamais le préjugé extrêmement nuisible hérité de la bourgeoisie que le repos, c'est non seulement « ne rien faire » et se défendre contre le travail, mais encore quelque chose qui s'oppose au travail.*

Le « naïf » travailleur rêvait du Travail libérateur et on dresse un Travail sacré qui l'écrase même au repos. Quelle société avait osé une telle conception ?

Le « prêt pour le travail et la défense » est un insigne de préparation militaire qu'on accorde aux citoyens et citoyennes ayant passé avec succès des épreuves déterminées de sport et de tir. C'est cela qu'on impose en plus des jours politiques et des marches militaires aux travailleurs en vacances. Il ne faut pas leur laisser le temps de penser, de revenir sur eux-mêmes, ça peut être dangereux un esprit qui flâne ! Vite, au nom et à l'aide de la science, mettons-lui des œillères, occupons-le !

Mais tout le monde n'est pas sur le même pied et, à quelques kilomètres du « Livadia » cité, on peut voir avec quel dédain les « notables » traitent, en ce qui les concerne, cette science du repos qu'ils dispensent à la population. Là, c'est la chambre personnelle, le petit pavillon dans le parc, le menu varié et fin, les domestiques au pas calfeutré ; aucune fabrique d'âmes chez

ceux qui fabriquent celle des autres, la flânerie à toute heure sur la plage et dans le parc protégé des importuns par un long mur. En somme, tout ce qu'il y a d'appréciable dans le repos dit « bourgeois ».

Le Livadia paysan n'est que ce qu'il y a de mieux dans le genre ; on ne saurait parler, avec quelque chance d'être entendu, du pire, c'est-à-dire de ces chambrées de repos pour le peuple, où règnent parfois, en plus de la discipline, la disette, les cafards et les punaises.

Pourtant, depuis que les vacances « libres » au village sont dotées de difficultés quasi insurmontables — le paysan vendant extrêmement cher le peu de produits que l'Etat lui a laissé — le travailleur des villes n'a guère d'autre issue que de briguer une place dans une « caserne de repos ».

Pour jouir du bon air, il faut en passer par là !

Voyons, maintenant, comment se répartit le repos « organisé » et combien y atteignent.

D'abord, il n'est pas gratuit pour tous : les uns ne paient absolument rien, d'aucuns paient la moitié du transport, d'autres le transport entier, d'autres encore paient le transport, une partie du séjour ou le séjour entier. Le degré de gratuité n'a aucun rapport avec les revenus du travailleur, il ne dépend que de son utilité pour le régime, du « piston » et d'une petite part de chance.

Chaque année, par l'intermédiaire des syndicats, l'usine reçoit un nombre donné de permissions de repos à distribuer (gratuites, semi-gratuites et payantes).

La page 22 de la brochure précédemment citée indique comment on les répartit :

Les organes syndicaux de l'usine « Poutilov » (4), ne donnent leur avis sur un candidat qu'après avoir minutieusement examiné comment il remplissait les normes de productivité, quelles étaient la qualité de son travail et son activité sociale ? Etait-il le meilleur oudarnik ?...

Comme on le voit, à l'usine « Poutilov » on a pris la juste voie pour choisir ceux qui ont droit aux maisons de repos, sanatoria, plages et villes d'eaux...

Chacun a le droit de poser sa candidature, mais le choix ne dépend donc que très peu de votre état de santé. Si vous n'êtes

(4) Immense usine de Léningrad : 30 à 40.000 ouvriers métallurgistes.

pas un « notable », soyez au moins un « super-oudarnik » et vous aurez quelque chance de succès !

Pour connaître le nombre des « heureux », reportons-nous aux statistiques officielles. Elles indiquent pour 1932 les proportions suivantes (5) :

	PLAGES ET VILLES D'EAUX	SANATORIA
Travailleurs des mines	1 sur 200	1 sur 60
Textile	1 sur 435	1 sur 140
Enseignement	1 sur 1.400	1 sur 290
Employés (petits)	1 sur 1.660	1 sur 500

Pour l'industrie lourde (y compris les mines) en 1934, Chvernik, secrétaire général du Comité central des syndicats, donne :

	1 sur 380	1 sur 114

Quant aux chiffres généraux pour tous les travailleurs (sans les paysans), ils donnent, pour 1932, environ 1 sur 500 profitant des plages et villes d'eaux, 1 sur 140 des sanatoria et 1 sur 20 profitant des maisons de repos proprement dites, c'est-à-dire des chambrées de repos dans la banlieue immédiate des villes pour la plupart.

Selon les *Izviestia* du 1-2-35, les chiffres globaux pour 1934 ne dépassent guère ceux de 1932, alors que la population ouvrière a dans le même temps beaucoup augmenté. Il n'y a donc aucune amélioration des proportions citées.

Ces chiffres officiels appellent les remarques suivantes :

1° Les membres de la famille ne sont pas compris et si on multiplie par 3 le nombre des salariés pour avoir celui des habitants, on obtient que dans une ville de 3 millions d'habitants comme Moscou, environ 2.000 ont joui, plus ou moins gratuitement, des plages et villes d'eaux, 7.000 des sanatoria et 50.000 du repos en banlieue (en réalité, pour Moscou elle-même, les premiers chiffres sont bien plus élevés au détriment de la province où il y a beaucoup moins de notables). Le correctif que peuvent apporter les colonies de vacances pour écoliers — c'est d'ailleurs payant -- ne changerait guère l'ordre des chiffres cités, étant donné que le coefficient 3 que nous avons utilisé est un minimum pour l'U.R.S.S. ;

---

(5) Brochure éditée par les syndicats en 1933 : « Le niveau de vie des ouvriers soviétiques s'élève », p. 64.

2° Sous le nom « travailleur », on comprend à la mine comme à l'usine aussi bien l'ouvrier que ses chefs, les techniciens et les employés de bureau, et une simple visite des villes d'eaux, plages et maisons de repos montre que plus on s'élève dans le confortable du repos, plus la proportion des responsables et techniciens augmente, partant de zéro dans les casernes de repos de troisième ordre (qui sont l'apanage des permanents de base et des ouvriers super-oudarniks) pour atteindre presque 100 % dans les plages et villes d'eaux en vogue ;

3° On n'indique pas le degré de gratuité, alors qu'une partie des intéressés paient pour leur séjour.

*
* *

En résumé, ce sursalaire, qu'on glorifie tant en Occident, est un bluff énorme. Les 30 % du salaire qu'ils constitueraient se réduisent à quelque 6-7 % inégalement distribués, et son évolution accuse nettement une diminution de valeur parallèle à celle du salaire : la rubrique « pensions et indemnités diverses » représentait encore les deux tiers du budget des Assurances Sociales en 1929 ; aujourd'hui, seulement le tiers. On a diminué le taux des secours-maladie et accidents et revisé sévèrement les pensions, tandis que 10 % d'impôts directs nouveaux voyaient le jour.

Le « sursalaire » contribue à implanter la conception nouvelle : tout le monde *possède* la propriété commune, mais... chacun en *jouit* inégalement. En effet, au nom de la sécurité du travailleur, le haut fonctionnaire n'a même plus besoin d'économiser pour l'avenir, la société nouvelle lui garantit le privilège à vie.

Les assurances sociales ne sont que quelques faveurs que l'Etat-patron tout-puissant accorde ou *n'accorde pas.* C'est son aumône aux parias qu'il exploite.

Et comme le nouveau Moloch est plus exigeant que l'ancien, il veut qu'on utilise tout « rationnellement », même le repos si maigrement distribué, qu'il transforme, au nom de la science, en système d'éducation politique et de préparation à l'augmentation de la productivité et au service militaire !

IV

Les conditions de travail

Nous avons vu le logement, la nourriture de l'ouvrier russe et son salaire ; il reste à voir quel travail on exige de lui en échange.

La semaine de travail

Jusqu'en 1929-30 la semaine était de 7 jours comme ailleurs : on se reposait les dimanches et les jours de fêtes religieuses et révolutionnaires. Puis, au début du premier plan quinquennal, on crut avoir trouvé un moyen efficace et facile de rattraper l'Amérique. L'idée, d'une logique irréprochable, était brillante : il s'agissait de faire produire l'outillage sans interruption toute l'année ; et pour cela la semaine devint mobile et de cinq jours. Chaque jour était jour de congé pour un cinquième des travailleurs ; il n'y avait plus de « dimanche » et la rue allait devenir uniforme, ni plus ni moins animée, d'un bout de l'année à l'autre. La vie des hommes allait enfin ressembler à celle des fourmis. Il est vrai que cela créait pas mal d'ennuis : votre jour de congé ne coïncidait pas avec celui de votre femme ou de vos enfants et il devenait impossible de se réunir à 3 ou 4 amis ; mais qu'était cela au regard de cette grandiose machine économique qui allait fonctionner nuit et jour, toute l'année, et du gain qu'on allait réaliser en amortissant ainsi l'outillage industriel plus rapidement ?

Pendant deux ou trois ans on fit l'impossible pour imposer

ce système — y compris évidemment l'emprisonnement et le fusillement des réfractaires « saboteurs » — mais l'expérience montra heureusement que la logique et la pratique ne vont pas toujours de pair. Les équipes d'ouvriers dont un cinquième se renouvelait chaque jour produisirent moins, les machines dont les conducteurs se relayaient subirent plus d'avaries alors qu'il n'y avait plus de temps pour les réparer ; il eût fallu une réserve d'outillage de 100 %, et encore ! Finalement, après avoir dépensé beaucoup d'efforts et d'argent, on revint au vieux système de la semaine fixe.

Vers 1931-32 s'établit donc définitivement la semaine fixe de six jours — celle qui règne encore aujourd'hui dans les villes. — Les jours de repos sont, pour tous, les 6, 12, 18, 24 et 30 de chaque mois ; en plus, cinq jours de fêtes révolutionnaires dans l'année : les 1er et 2 mai, les 7 et 8 novembre et le 22 janvier.

Pourquoi six jours ? tout simplement pour n'avoir pas l'air de revenir exactement au point de départ après tant d'efforts vains. Il n'y a guère que les travailleurs d'Occident pour avoir accordé à cette réforme l'allure révolutionnaire que les dirigeants soviétiques n'ont même pas cherché à lui donner.

Au contraire, ils en ont profité pour augmenter le nombre de jours de travail dans l'année : les 8 « dimanches » supplémentaires — 60 pour la semaine de 6 jours au lieu de 52 pour celle de 7 — que l'on a gagnés, ne compensent pas, en effet, la suppression des 15 jours de fêtes religieuses non dominicales dont les Russes avaient coutume de profiter.

La journée de travail

La journée est de 7 heures ; pour les ouvriers du sous-sol (descente et montée non comprises), pour les travaux malsains et les jeunes de moins de 18 ans, elle est de 6 heures. C'est une mesure qui fut décrétée le 2 janvier 1929, à la place des 8 heures, afin de permettre à Staline d'abattre la dernière opposition dans le Parti, celle de Rykov et de Tomski, qui l'accusait de ne pas tenir compte des intérêts immédiats des ouvriers.

Elle ne fut généralisée que plus de 4 ans après, le 1er octobre 1933. La journée est généralement coupée par une heure d'arrêt pour le repas de midi.

Les employés de bureau travaillant dans l'atelier même font la journée des ouvriers : ceux qui ne sont pas liés directement à la production (direction, etc.,) ne font que 6 heures et demie,

mais les uns et les autres ajoutent « *d'eux-mêmes* » très souvent un supplément d'une heure ou deux qui ne grève pas le budget de l'établissement puisqu'ils sont payés au mois. Celui qui déroge à cette règle se fera tout simplement remarquer comme un « inconscient qui marchande son travail au socialisme », ce qui est beaucoup plus grave qu'une mauvaise note et peut conduire à de gros ennuis.

En revanche, les ouvriers ont leurs heures supplémentaires payées, à raison d'une fois et demi le tarif pour les deux premières heures, et du double pour les suivantes. Mais la pratique des heures supplémentaires n'est courante que chez les ouvriers de l'entretien. D'un côté, c'est commode pour la marche de l'usine — quand il y a des réparations à exécuter, il y a tout intérêt à le faire le plus rapidement possible sans tenir compte de la durée de la journée de travail — ; de l'autre il y a une tendance marquée chez l'ouvrier à profiter d'heures plus largement payées.

Pour la généralité des travailleurs, les entorses à la journée de 7 heures prennent une autre forme : quand le « plan » a prévu plus que ce que l'usine peut donner ou lorsque, par émulation socialiste, la direction de l'usine veut le réaliser avant terme, le comité syndical d'usine fait « décréter » par les travailleurs qu'ils « offrent leur temps de repos à la Révolution » en travaillant pendant le jour de repos ; il arrive même qu'on leur fait également « offrir » le salaire de cette journée pour l' « aviation » ou l' « armée rouge ». Deux offrandes d'un même coup.

Cette pratique est répandue partout : en 1933, dans l'usine métallurgique de Moscou où nous travaillions, le syndicat fit « voter » par les ouvriers le travail sans repos pendant un mois (jusqu'au 6 décembre) pour compenser le temps perdu pendant les fêtes révolutionnaires des 7 et 8 novembre. Durant quatre « dimanches » de suite les équipes de nuit comme de jour travaillèrent ; trois furent payés, le quatrième fut « offert » à l'aviation. Est-il besoin d'ajouter que sur la fin la fatigue était extrême ?

Il est symptômatique que, dans les réunions où ces offres sont demandées, il n'y a jamais de refus de la part des intéressés. On peut mettre cela sur le compte de l'enthousiasme... ou de la prudence, comme on voudra !

Sous la forme des « samedis communistes », l'ouvrier peut également être amené à « offrir » d'aller travailler pendant son

jour de repos hors de l'usine et sans rémunération : arracher des pommes de terre à la campagne par exemple, travailler aux routes, aux terrassements du métro, etc...

Quant aux heures non occupées par le travail, une part importante en est prise par les réunions publiques, dont le nombre est considérable et qui se tiennent dans les salles d'ateliers ou aux clubs de l'usine et auxquelles la participation, comme nous le verrons par la suite, est quasiment obligatoire.

Dans les principales branches de l'industrie, on travaille généralement à deux ou trois équipes de 7 heures et la pratique veut que chaque équipe soit, par roulement, de nuit, du soir et de jour.

L'intensité du travail

La Russie soviétique est le pays par excellence de la « rationalisation » : tout travail se fait aux pièces ou à la chaîne. Actuellement, comme conséquence du stakhanovisme, on y généralise le travail aux pièces avec primes à la surproduction : le fameux « sweating system » que le capitalisme n'avait pas réussi à imposer aux ouvriers.

On a établi dans les usines une ambiance qui vous pousse à travailler toujours plus vite : partout des banderolles rouges accrochent le regard « *produire en* 7 *heures plus qu'en* 8 », « *pas une minute à perdre* », etc... ; ces mots d'ordre sont répétés jusque sur les machines ; c'est une obsession.

Dans les usines les moins importantes, des fonctionnaires spéciaux ont pour unique occupation de chronométrer le travail et de repérer les moyennes maxima, d'après lesquelles sont établies les « normes » et fixés les prix des pièces.

Toute minute improductive doit être récupérée, tout mouvement improductif doit être supprimé, on veut dépasser Ford. Et, moins que partout ailleurs, on est prêt à reconnaître que ces gestes improductifs constituent un demi repos, un délassement pour l'organisme.

Pourtant, l'étroitesse d'esprit de l'occidental — du français en particulier — ne l'a-t-il pas conduit à traiter avec hauteur l'*inhabileté* et la *nonchalance* du Russe ? Y a-t-il quelque chose de plus désespérant que ces révolutionnaires, ces ouvriers même qui reprochent aux travailleurs soviétiques de ne pas travailler assez intensivement ?

En réalité, voici ce dont nous pouvons témoigner :

1. — La très importante population slave qui existe aux Etats-Unis et tous les exemples connus en Occident prouvent que le Russe ne le cède en rien aux autres peuples et s'adapte à toutes les conditions, y compris celle de productivité, alors que :

2. — Tous les étrangers que nous avons connus (ouvriers et techniciens) s'avéraient beaucoup plus maladroits et improductifs que les Russes sous le régime de travail soviétique. Leur tâche consistait le plus souvent à se plaindre de n'avoir pas sous la main ce à quoi ils étaient accoutumés chez eux et leur incompréhension des conditions russes a coûté cher en fait de misère supplémentaire aux peuples de l'U.R.S.S.

3. — Le Russe est un des travailleurs du monde qui demande le moins en échange de son travail, mais tout de même ce qu'on lui donne aujourd'hui est infiniment au-dessous de ses trop maigres exigences et de ce qu'il recevait auparavant.

L'« oudarnisme » et le « stakhanovisme » devraient cependant ouvrir les yeux ; nulle société n'avait osé jusqu'ici légaliser et élever au rang d'une vertu d'état l'utilisation des adroits, des fiers-à-bras et des costauds pour augmenter l'intensité du travail.

A ceux qui demandent « quel est le niveau de la cadence du travail en U.R.S.S. ? » répondons sans ambage :

« Partout la cadence du travail atteint le maximum qu'il est possible d'obtenir, étant donné le matériel, la qualité des matières premières, l'expérience professionnelle et le degré d'alimentation des travailleurs. Entre la cadence russe de 1913 et celle d'aujourd'hui, il y a une accélération au moins aussi grande que celle qui s'est produite dans les pays capitalistes d'occident entre les deux mêmes époques. »

A l'heure actuelle se trouvent face à face, dans l'usine soviétique, d'un côté l'appareil d'Etat ordonnant l'accomplissement des plans quinquennaux à des vitesses toujours plus grandes et à des prix toujours plus bas — et de l'autre, les travailleurs opposant une sourde résistance à l'accélération de la cadence du travail et tendant de toute leur énergie à faire augmenter leurs salaires.

La vieille lutte de ceux d'en bas contre ceux d'en haut !

Le NIVEAU de LIBERTÉ du TRAVAILLEUR en U.R.S.S.

CAMARADES,

Nous avons vu dans la précédente causerie le niveau de vie du travailleur de l'U.R.S.S. ; une question aussi importante se pose maintenant : quel est son degré de liberté ?

Ce n'est pas en effet en mesurant la superficie des usines russes ou en discutant sur des « thèses » que nous pourrons déterminer si le régime actuel est ou non un régime socialiste ou qui va vers le socialisme ; c'est en regardant de quelle liberté réelle jouit le travailleur au cours de sa vie quotidienne. Tout socialisme n'a de sens qu'autant qu'il signifie réellement pour la population : Bien-Etre et Liberté.

Pour la commodité de l'exposition, nous examinerons séparément, bien que ce soit une distinction assez artificielle, d'une part le degré de liberté personnelle (domicile, travail, sécurité, disposition de soi-même) dont jouit le travailleur russe, et d'autre part le degré de ses libertés collectives (parole, opinion, presse, association, vote, enseignement).

I

La liberté personnelle

La sécurité du domicile

Qu'il habite une coopérative de maisons, dirigée par un organisme centralisé ou une maison dite « commune » gérée par le bureau de logements de l'usine, le travailleur est toujours sous la dépendance d'un organisme centralisé tout puissant ou du Président communiste du soi-disant « comité de maison ». Si, pour une raison ou une autre, il ne leur plaît pas, il est en butte à des tracasseries inimaginables : visites, inspections, déplacement d'un logement à un autre par suite de nouvelles répartitions ; on découvre que son appartement est trop grand, ou ne lui convient pas.

La lutte pour discréditer le locataire en place et dresser contre lui le comité de maison ou l'organisme central correspondant est constante et en rapport avec la terrible crise du logement. Dans la maison dite « commune » l'expulsion, qui suit automatiquement, selon la loi, le débauchage de l'usine, accentue cette nouvelle forme de servage qu'est le fait d'attacher les travailleurs à leur lieu de travail.

En cas de délit d'opinion, même le plus bénin, tout se simplifie : le nouvel « ordre » est implacable, les contrevenants et leur famille ne jouissent d'aucun droit.

Le travailleur n'a qu'une sécurité bien relative dans la jouissance de son logement ou de ce qui lui sert de logement.

Attaché à l'usine

L'usine a toujours été pour l'ouvrier le lieu maudit où l'on use sa vie en peinant contre sa volonté. L'usine soviétique reste cela pour le travailleur. La direction y est maîtresse absolue de fait et légalement.

Ce qui étonne dès l'abord, c'est la présence à l'entrée de l'usine d'une garde armée en uniforme. Ce corps de garde, qui dépend de la police (Guépéou), interpelle, dans le langage de tous les corps de garde du monde, les ouvriers qui oublient de montrer leur laissez-passer.

Le laissez-passer, qui est mensuellement renouvelé et porte la photo de l'ouvrier, est obligatoirement présenté ouvert, à la sortie comme à l'entrée, aux gardes armés et, comme il faut faire pénétrer parfaitement dans les esprits le respect sacré d'une telle discipline, sa perte peut entraîner une amende de 3 roubles et plus (le carton par lui-même ne vaut que quelques kopeks). Cette perte équivaut donc à celle du salaire de plus d'une journée de travail pour les ouvriers mal payés, ceux qui gagnent 70 à 80 roubles par mois. L'amende ne dispense pas d'avoir à payer, en outre, à un guichet spécial ouvrant sur l'extérieur de l'usine, le prix d'un nouveau laissez-passer, photo comprise.

Pour être embauché dans une usine, il faut d'abord faire la queue à différents guichets auxquels on doit présenter les papiers suivants : passeport intérieur, certificats ou livret de travail, livret militaire et deux photos récentes (jusqu'en 1935 on devait ajouter les certificats de cartes d'approvisionnement). Ensuite, il faut répondre par écrit à un questionnaire de souvent 60 à 70 questions.

Au début de la révolution, on pouvait circuler partout avec sa carte syndicale ; le fait d'être un travailleur organisé suffisait. Petit à petit s'ajoutèrent de nombreux papiers d'identité. Actuellement chaque individu a sa fiche dans les casiers de la police. Le *passeport intérieur* que la Révolution s'enorgueillissait d'avoir détruit est rétabli depuis 1933 et, plus qu'au temps du tsarisme, tous les déplacements de chaque citoyen sont rigoureusement contrôlés par l'Etat. L'entrée des établissements, des administrations (elles pullulent), des magasins et de bien des maisons d'habitation est impossible sans laissez-passer spécial. Des guichets et des papiers estampillés partout.

L'un des guichets auxquels on doit se présenter pour l'embau-

chage est celui du *bureau secret de l'usine*, dont la porte et le coffre-fort sont mis sous scellés chaque soir. C'est à l'étroit guichet de ce bureau qu'on présente ses papiers militaires. La porte hermétiquement close et l'air mystérieux des occupants font bien ressortir la « sainteté » du lieu.

Ce bureau secret dépend des ministères de la Guerre et de l'Intérieur (Guépéou) ; il élabore et tient à jour le plan de mobilisation de l'entreprise ; il centralise les renseignements touchant tant le côté moral que le côté matériel de la mobilisation. Sa correspondance n'est pas acheminée par la poste ordinaire : ses plis, toujours cachetés, sont transmis par un service spécial de la Guépéou. Lorsqu'on vous dit : « *Le bureau secret te demande* », vous ressentez un petit froid bien désagréable, même lorsque vous vous savez le plus innocent du monde !

Pour être débauché, la même procédure, en sens inverse, est indispensable.

Il n'est pas possible de quitter l'usine sans le consentement du « triangle », c'est-à-dire du directeur de l'usine, du président du comité syndical d'usine et du secrétaire de la cellule communiste.

Un « piston » d'un nouveau genre consiste à obtenir de l'un des « angles » du triangle qu'il influe sur les deux autres pour qu'ils vous permettent de quitter l'usine et d'aller chercher du travail dans un lieu qui vous semble préférable.

On peut aussi solliciter un certificat de la commission médicale officielle attestant la nécessité d'un changement d'air ou de travail, mais la maladie, les nécessités de la santé et autres moyens officiels pour s'arracher à un lieu déterminé de travail ne sont pas des moyens très sûrs sans le piston.

Avoir des relations, du piston, et cela particulièrement auprès de l'organe du parti, est quelque chose d'essentiel en U.R.S.S.

A défaut de « piston », on peut commettre à dessein un acte d'indiscipline qui vous fera débaucher, mais c'est alors le renvoi motivé avec inscription sur tous les papiers et l'impossibilité totale de s'embaucher ailleurs que dans les sovkhoz et les constructions lointaines, dans des régions froides ou déshéritées. Là, dans ces sortes de bagnes « libres », on peut à loisir « laver sa faute », et, quand la punition est jugée suffisante, on a le droit de reprendre place... dans l'usine que l'on voulait quitter.

Le renvoi motivé est toujours terrible de conséquences ; pourtant il en faut bien peu pour le mériter : il suffit par exemple d'avoir été malade sans bulletin officiel de maladie, ce qui vous

fait déclarer « déserteur du front socialiste du travail ». Quelques retards à l'usine et l'on est aussi un déserteur de cette espèce avec toutes les conséquences que cela entraîne.

Mais des gens indispensables à la marche de l'usine peuvent de ce fait se trouver à manquer. Pour y parer, la salle de police remplace dans ce cas le renvoi. Dans certaines grandes usines et dépôts de chemins de fer, il y avait en 1933 des salles de police ; on y enfermait en dehors des heures de travail les ouvriers qualifiés ou les techniciens qui auraient dû, mais ne pouvaient être renvoyés sans préjudice pour la bonne marche de l'usine.

La malfaçon peut être punie d'emprisonnement et, lorsque les autorités veulent perdre quelqu'un, fût-ce un simple manœuvre, elles le font souvent sous le prétexte de « malfaçon systématique et volontaire, préméditée » ; cela touche au sabotage de l'économie socialiste, c'est de la plus haute gravité.

Ceux qui en ont vraiment par trop de la « boîte » s'en sauvent le lendemain de la paie, mais alors ils perdent 10 à 20 jours de salaire, car l'ouvrier soviétique ne touche jamais sa quinzaine en entier ; on lui en retient toujours une part qui dépasse souvent ce que n'oseraient pas même concevoir les capitalistes les plus autoritaires.

Cependant, quand on est à bout, ce n'est pas la perte d'un salaire de 20 jours qui suffirait à vous retenir si la nécessité d'avoir un passeport, des livrets militaires et de travail réguliers ne vous obligeait à une vie quasi-illégale, avec, comme seule ressource, les sovkhoz et les travaux publics lointains. Malgré cela, de telles évasions ont lieu.

Le paysan n'est pas plus favorisé.

Changer de kolkhoz ou en sortir est tout aussi difficile que changer d'usine. Tout ce que l'on avait ayant été « collectivisé », on perd tout, ou presque, en s'en allant. S'en allant avec rien, le paysan n'a pas d'espoir de créer une nouvelle entreprise personnelle et bien peu de trouver une place dans un autre kolkhoz.

A l'usine comme au sol on est donc réellement attaché ; on ne peut changer de travail ou de ville de sa propre volonté qu'au prix de risques et de difficultés autrement plus grands que sous le tsarisme. On ne peut même pas, par contre, se refuser sans danger aux mutations de travailleurs que le « plan » estime nécessaires. N'est-ce pas là le servage ?

Les importants mouvements de population, que peut constater le voyageur étranger de passage en Russie n'infirment en rien ce que nous venons de dire. Si les trains sont bondés, c'est d'abord qu'ils sont beaucoup trop rares pour un aussi grand pays, où routes et autos font défaut. C'est ensuite que l'industrialisation forcenée provoque un formidable appel de main d'œuvre : l'exode de la campagne vers la ville a atteint ces dernières années dans les 15 millions d'hommes. Tout centre industriel nouveau exige aussi la construction d'une nouvelle ville, donc d'importants et fréquents déplacements des ouvriers du bâtiment. Enfin l'appareil d'Etat a besoin, pour faire fonctionner cette immense entreprise qu'est l'U.R.S.S., d'une gigantesque armée d'agents de liaison, de contrôle et d'inspection qui sont en constant déplacement dans toute la Russie.

Défense de quitter la Russie

Si, pour se déplacer en Russie, même à l'intérieur, il faut un passeport, il en faut naturellement un aussi — différent — pour sortir de Russie.

Tout le monde, un ouvrier par exemple, peut demander un passeport pour l'étranger, mais cette demande doit être accompagnée d'un versement de 230 roubles (un mois et demi de salaire d'un ouvrier moyen). Après un mois ou deux d'attente, on vous rend 200 roubles et... on vous refuse le passeport. Trente roubles sont retenus pour frais d'enquête !

Seuls, en effet, obtiennent des passeports les chargés de mission officielle : diplomates, sportifs, littérateurs. Pour le commun des mortels, demander un passeport c'est non seulement dépenser 30 roubles sans résultat, mais c'est encore faire présumer qu'on est mécontent, ce qui est d'une gravité exceptionnelle.

On peut parfois cependant sortir de Russie, mais seulement si on est « racheté » de l'étranger contre une somme de 300 dollars (4.500 francs) versée en monnaie étrangère, ce qui n'est certes pas accessible à beaucoup de gens.

Un seul moyen subsiste donc de sortir de Russie pour les mécontents du régime : la fuite.

Mais contre la fuite on a pris le décret du 6 juin 1934 sur les otages, dont voici les dispositions :

1° Le passage de la frontière sans passeport est puni de mort ou de 10 ans de prison pour les civils, et de la peine de mort exclusivement pour les militaires ;

2° Les membres majeurs de la famille du militaire déserteur sont punis de 5 à 10 ans de prison s'ils ont connu la désertion sans la dénoncer, et, *s'ils ne l'ont pas connue*, de 5 ans de déportation en Sibérie ;

3° Si un militaire n'a pas dénoncé un passage à l'étranger, il encourt 10 ans de prison ; si c'est un civil, le délit ressort de la loi sur les crimes contre l'Etat.

Rappelons qu'il s'agit du temps de paix !

Ceci explique pourquoi on ne rencontre pas en Occident de citoyens soviétiques qui puissent dire la vérité sur le régime bolchevique et cela montre combien le désir de sortir de l'U.R.S.S. est grand pour qu'on le refrène par des mesures aussi odieuses.

Le service militaire

L'armée rouge est une armée organisée pareillement à toutes les armées du monde. Aucune élection ; tous les chefs sont nommés par en haut, comme partout.

Les officiers peuvent dire : « Camarade un tel », mais ils font mettre au garde-à-vous et infligent des punitions que le soldat doit exécuter avant d'avoir le droit de réclamer. Les fautes graves d'indiscipline ou de rébellion sont passibles du conseil de guerre et peuvent conduire au poteau d'exécution.

La discipline est aussi rigoureuse que partout ailleurs. Le seul avantage sur l'armée tsariste est la suppression des brutalités : on ne frappe plus les soldats.

Le service militaire est obligatoire. L'armée active est passée, en 1934, de 600.000 à 940.000 hommes et en 1936 à 1.200.000 hommes. Selon les armes et selon les cas, en vertu d'une sorte de tirage au sort, on fait de 1 à 5 ans de service militaire.

Les conseils de révision incorporent chaque année environ 300.000 militaires nouveaux. Les non-incorporés, qui sont nombreux vu l'importance de la population, suivent un entraînement militaire simplifié pendant de courtes périodes, dans la région de leur résidence.

Tous les étudiants font des périodes et passent des examens militaires ; ils ont le grade de sous-lieutenant de réserve après un an de service.

II

La liberté collective

Toute l'éducation est, en Russie, entièrement basée sur ce principe que la pensée de l'individu doit être façonnée à volonté selon les besoins de l'Etat.

Les maîtres de l'Etat, par définition, connaissent la vérité ; la vérité unique, la marche à suivre pour l'atteindre, cela est l'apanage d'une élite dirigeante toute puissante.

A cette vérité, il n'y a plus qu'à adapter les hommes. L'homme est une pâte à pétrir : d'une part on forme des initiés, et, d'autre part, une population docile aux initiés.

Aussi, du jardin d'enfants aux académies, nulle part personne n'apprend à penser par soi-même. Nulle part on ne dit : « pense ! », mais partout : « pense ceci, et seulement ceci ! ». Les mêmes thèmes sont répétés partout, que ce soit dans les gravures des écoles maternelles, dans les livres des écoles primaires, ou dans les cours des écoles supérieures. Un seul catéchisme : le « marxisme-léninisme-stalinisme ».

Pour arriver aux grandes écoles, aux places enviables, aux académies, pour demeurer aux postes conquis, il faut, avant tout, bien connaître le catéchisme. Dans tout examen d'entrée aux écoles supérieures, l'interrogatoire sur la politique marxiste-léniniste-staliniste joue le rôle essentiel. Il faut connaître à fond la théorie orthodoxe du moment ; toute déviation de cette théorie est une hérésie et tout individu qui s'en rend coupable, même dans de simples conversations, perd sa situation.

Apprendre le catéchisme est donc la grande affaire. Aussi, dès l'âge de 5 à 6 ans, les parents les plus débrouillards mettent leurs

enfants aux « enfants d'octobre » ; à 8 ans ils entreront dans l'organisation des « pionniers » ; plus tard aux jeunesses communistes ; plus tard enfin, au Parti.

La carte du Parti est, en effet, le talisman indispensable à qui veut faire son chemin dans la vie ; aussi le parti communiste est-il l'objet d'une véritable ruée.

Quant aux syndicats, auxquels l'adhésion est en fait obligatoire, leurs cadres ne remplissent plus qu'une des plus basses fonctions du régime : éduquer les travailleurs dans l'esprit du régime, organiser leur émulation dans la productivité, leur soutirer l'argent des « emprunts » et les heures de travail non payées.

D'organes d'opposition à l'origine, ils sont devenus un très précieux levier du pouvoir ; qui, mieux que leurs fonctionnaires, pourrait mystifier et assouplir la population ?

Le pétrissage

Une multitude de journaux circule dans l'Union soviétique. La *Pravda*, grand journal central du parti, a des frères nombreux sur tout le territoire, au point que chaque usine a aussi sa feuille particulière. Mais de tous ces journaux, locaux, départementaux, centraux, journaux d'usines, de sociétés sportives, du parti, des syndicats, des jeunesses commmunistes, de l'armée rouge, etc., de ces 10.000 journaux, pas un seul ne comporte une ligne qui ne soit en conformité avec l'opinion officielle du moment.

Même ton, même style, même ligne politique, mêmes mots d'ordre, les mêmes jours. Chaque jour, un article de tête non signé reproduit sous 10.000 titres différents ce qu'il faut penser et dire, ce jour-là, pour être dans la « ligne » officielle.

Les orateurs sont également extrêmement nombreux en U.R.S.S. Orateurs de métier, ils étudient la technique de leur emploi dans des écoles spéciales. Leur rôle est de répandre oralement la même vérité unique dont se chargent déjà les journaux. On les munit de journaux spéciaux et de petites brochures qui les tiennent au courant des derniers mots d'ordre et de la façon de les exposer pour ne pas risquer la « déviation ».

On est un « artiste », un « écrivain », dans la mesure où on aide à la propagande officielle et embellit le dernier mot

d'ordre. Tout écrivain d'opinion différente ne reste pas écrivain puisqu'il n'est plus édité, et n'a même plus de papier à sa disposition.

Le théâtre joue encore quelques pièces classiques et quelques vieux opéras, pour faire figure, en quelque sorte, de musée de l'art, mais en dehors de cela le théâtre, le cinéma et la radio ne produisent qu'en vue de la vérité unique — contrôlés qu'ils sont par la plus sévère des censures.

L'intensité de la propagande est telle que non seulement on ne peut pas entendre ou voir autre chose que l'éternelle vérité unique — que ce soit à l'usine, au réfectoire, à la maison, dans la rue, au cinéma, dans le journal, dans les livres, à la ville ou à la campagne, mais on ne peut même pas ne pas la voir, ou ne pas l'entendre ; à votre domicile où vous voudriez peut-être vous enfermer tranquille, on a été en effet jusqu'à organiser des cours du soir politiques et à faire passer des examens politiques où se vérifie le pouvoir d'assimilation des citoyens.

Orateurs, écrivains, artistes, spécialistes, cinéastes, forment ainsi une véritable armée dont le métier exclusif est de façonner la pensée de toute la population. Staline a eu le mot juste lorsqu'il a, en 1934, décerné le titre d'« ingénieur des âmes » aux écrivains soviétiques. Armée qui a ses cadres et encadre elle-même la population, avec le concours bénévole de ceux de « la base », qui veulent être sûrs de garder leur place ou tenter d'en acquérir une meilleure.

On ne peut pas plus manifester son opinion par la parole que par l'écrit.

Personne ne peut organiser de réunion publique, sinon les organisations officielles. Les locaux existants sont à leur service exclusif. Mais les organisations officielles elles-mêmes : soviets, syndicats, etc.., ne peuvent faire de réunion sans contrôle du parti.

Les orateurs sont désignés à l'avance par l'organe supérieur de l'organisation. Les thèses des discours sont dictées par ce même organe, ou, pour le moins, vues et approuvées par lui.

Tout le monde, dans les réunions, peut prendre la parole, mais à condition d'être d'accord avec la vérité officielle du moment.

On peut poser des questions, mais il faut les poser oralement ou les signer si elles le sont par écrit.

La critique est fréquente au cours des réunions et des assem-

blées : tout le monde critique, violemment, constamment ; pas de pays où l'on parle plus souvent pour critiquer. Mais la critique est exclusivement dirigée contre ceux qui n'appliquent pas assez diligemment la ligne unique décidée par le centre. Pas une réunion ne se passe sans que quelqu'un découvre trop de tiédeur de la part du voisin dans l'accomplissement de sa tâche, car critiquer c'est se faire remarquer, c'est tenter d'enlever au voisin sa place pour la lui prendre.

Ces critiques multipliées et acerbes nécessitent de la part de ceux qui veulent garder la confiance du centre, une grande souplesse. Le meilleur moyen de résister à la critique, c'est de la précéder ou de l'accepter. Quand on se sent en danger, on s'accuse à temps soi-même, publiquement, plus fort et plus haut que ne le font les critiques les mieux armés. On reconnaît ses fautes même inexistantes et on prend, après ce mea-culpa théâtral, la résolution de les redresser en employant toutes ses forces au triomphe de la ligne générale. C'est ce qu'on appelle l' « autocritique ». Tous n'ont pas une mentalité à se livrer de bonne grâce à cette vile comédie, mais quand on veut conserver une bonne place, il faut en passer par là.

Il est d'autant plus difficile à la population d'échapper à cette contrainte intellectuelle, à cet emprisonnement moral, que la jeunesse, ceux de moins de 30-35 ans, qui forment près de 60 % de la population et sa partie la plus active, n'ont jamais connu d'autre régime. Façonnée dans l'ignorance totale de tout ce qui n'est pas sa propre vie, la jeunesse est dans l'impossibilité de comparer. Pour une grande part elle ne doute pas, pour le reste ses doutes restent localisés, puisque le doute est hérétique et punissable.

Pour bien des jeunes, tout ce dont ils souffrent fait partie des restes du tsarisme qu'ils n'ont pas connu et tout ce que la vie a d'acceptable est un don du régime nouveau. Il y a bien quelques esprits libres, mais il leur faut se taire; la Guépéou ne leur donne jamais le temps d'éveiller un écho dans leur entourage.

On rit en Russie, évidemment la gaîté n'a pas complètement disparu. La jeunesse, née dans ce régime, ignorante de tout ce qui n'est pas le stalinisme, ayant plus ou moins la foi dans le bonheur futur que toutes les sociétés en mouvement inscrivent sur leurs frontons comme leur but, la jeunesse a ses moments de gaîté.

D'ailleurs, partout où des hommes vivent, les hommes rient ; ils en ont physiologiquement besoin. On chante parfois dans les

bagnes, on rit à la caserne et dans les tranchées. Pourquoi la gaîté aurait-elle disparu des démonstrations obligatoires de l'U.R.S.S. ?

Pas d'élections

Ni les directeurs d'usines, ni les chefs d'ateliers, ni les contremaîtres, ni les juges, ni les procureurs, ni les miliciens, ni leurs chefs, ni les officiers ne sont élus. Ils sont tous choisis et désignés par en haut et maîtres absolus dans leur domaine. Hiérarchie qui se recrute elle-même.

Les dirigeants syndicaux ou du parti ne sont pas davantage élus ; à tous les échelons ils sont choisis et proposés aux assemblées par les organes supérieurs du syndicat ou du parti.

Nul n'a le droit de s'organiser en dehors des organisations officielles, où il n'a pourtant aucun espoir d'exprimer son point de vue. Toute tentative d'organisation autonome est qualifiée de trahison ou de complot.

Pour les Soviets, le 1-2-35, juste après l'assassinat de Kirov, le plenum du comité central du parti a décidé l'établissement du vote secret, l'élection directe, l'égalité de représentation.

Le vote secret serait instauré seulement pour les élections aux soviets (ce qui n'est pas grand chose, nous le verrons plus tard), et, sans le droit de développer d'autres programmes et de présenter d'autres candidats que ceux du Gouvernement, ce n'est qu'une comédie. Le seul avantage en sera pour le Gouvernement qui, par le nombre des bulletins négatifs, pourra compter exactement, dans une région donnée, combien il y a de mécontents à surveiller.

Ce système est d'ailleurs pratiqué en Italie fasciste depuis des années et dans l'Allemagne d'Hitler.

L'élection directe des délégués aux différents congrès des soviets n'aurait une importance réelle que si ceux-ci jouaient un rôle dans la direction du pays et pouvaient être choisis librement parmi les tendances diverses.

L'égalité de représentation tendrait à donner aux paysans la même représentation qu'aux habitants des villes. Dans le système actuel, très compliqué, les campagnes sont représentées environ 3 fois moins que les villes.

Et cependant, si relative que soit cette « démocratisation », après l'avoir annoncée il y aura bientôt deux ans, on tarde à la décréter. On attend toujours la *réforme !*

L'appareil de répression

Tous les délits d'opinion, toutes les oppositions (même communistes) sont taxés de contre-révolutionnaires et, comme tels, réprimés. Qu'ils soient d'extrême-droite ou d'extrême-gauche, qu'ils soient monarchistes, fascistes, communistes-oppositionnels, socialistes-révolutionnaires, syndicalistes ou anarchistes, tous ceux qui ne sont pas d'accord avec les directives de Staline sont des « contre-révolutionnaires ».

Le délinquant de droit commun n'encourt en général que des peines plus légères que le délinquant politique ; à la différence de celui-ci, son jugement est public, il a le droit de se faire défendre, il profite d'amnisties, etc..., — car la dictature craint beaucoup plus l'esprit libre que le voleur ou l'assassin, et c'est logique.

Cependant l'une des idées hardies de la Révolution : la rééducation des criminels, voleurs et prostituées, a tellement dégénéré qu'elle n'est plus qu'un bluff destiné aux visiteurs naïfs. En fait, on fusille des criminels et même des voleurs, et la loi veut depuis le décret du 8 avril 1935 que les enfants soient passibles des mêmes peines que les adultes à partir de 12 ans.

Les Juges et les Procureurs sont désignés par en haut ; ce sont des magistrats de carrière.

A côté de la magistrature, la police : la Guépéou devenue, depuis le 10 juillet 1934, « Commissariat de l'Intérieur ». Celui-ci peut infliger par simple mesure administrative, sans jugement, jusqu'à 5 ans de bagne ou d'exil, et cette peine est indéfiniment renouvelable.

Les effectifs de la Guépéou sont spécialement choisis ; ils comprennent, notamment, une véritable garde mobile de 100.000 hommes, qui forme la meilleure troupe de l'U.R.S.S. et la mieux entretenue.

Les officiers en sont formés dans des écoles supérieures spéciales. Lorsqu'on a servi une fois dans cette police, même si on est autorisé à quitter ses rangs par la suite, on y reste toute sa vie attaché et muni d'un livret militaire particulier ; on est alors astreint à des périodes d'exercice, à des inspections d'armes faites à l'improviste, à des alertes et à des tirs au revolver.

La Guépéou possède, en outre, dans toutes les usines, dans tous les établissements ou maisons d'habitation, tout un réseau d'informateurs et de mouchards. Beaucoup jouent bénévolement le rôle d'indicateurs, par ambition, par conviction politique, par

jalousie du voisin. Quand on a donné une fois un renseignement à la Guépéou, on y a sa fiche et il est bien difficile de n'en plus donner.

Délation et provocation sont devenues, par suite de l'ignoble concurrence à laquelle se livrent entre eux les citoyens de toutes conditions pour se concilier les autorités et le parti communiste, parties intégrantes des mœurs et des vertus civiques.

L'action illégale dans un tel réseau de police est une impossibilité à peu près totale.

Il faut surveiller sa correspondance, ses conversations particulières, même avec ses plus proches. La moindre imprudence peut amener de graves sanctions. Quand on écrit, surtout à l'étranger, il ne faut pas oublier la censure postale.

Voici un cas classique de répression au pays du socialisme :

Pierre, un camarade d'atelier ou de bureau, un voisin, un ami, un habitant de votre village ou un parent, a émis au cours d'une petite réunion familiale ou d'amis, le soir autour du samovar, quelques réflexions pourtant bien prudentes sur les malheurs du temps ; il aura été peut-être jusqu'à émettre un doute sur le fait qu'une telle misère puisse engendrer le bien-être et la liberté pour les travailleurs.

Le propos a été rapporté.

Trois jours après, vous ne le voyez plus à l'atelier et vous ne l'y reverrez jamais.

Par sa femme, vous apprendrez qu'à 2 heures du matin, des agents de l'Intérieur (Guépéou) ont perquisitionné dans le logement et emmené son mari. Où ? on ne le lui dira pas, mais elle ira tout de même lui faire transmettre quelques victuailles à la prison dite « intérieure » de Guépéou ; le chemin de la répression est si connu en effet que si quelqu'un disparaît on va plus facilement au guichet de Guépéou qu'à celui de la morgue.

Pendant trois semaines, un mois, le pauvre bougre attendra son sort en prison, subissant des interrogatoires et ne pouvant recevoir aucune visite.

C'est alors que ses antécédents les plus insignifiants prendront une importance décisive ; que l'enquête révèle qu'il fréquentait rarement les réunions, n'était pas « de choc » et esquivait les démonstrations dites « spontanées » du 1er Mai et du 7 Novembre, et son affaire est claire : c'est un « contre-révolutionnaire ».

Sa femme recevra alors du Guépéou la seule communication qu'elle en aura jamais reçue pour cette affaire : un avis d'apporter tel jour, à telle heure, à la gare du Nord, des vêtements chauds pour son mari. Elle sera peut-être contente de perdre alors son incertitude et de le savoir en vie ! et elle le verra, à la gare, pendant quelques minutes avant son départ pour la Sibérie, où elle apprendra qu'il en a pour 3 ou 5 ans.

Quelques lettres, permises au compte-gouttes, entretiendront le souvenir.

Telle est l'histoire de Pierre. Pierre, c'est-à-dire ni un grand héros ni un révolutionnaire actif, appartenant à une tendance, mais seulement un travailleur ordinaire qui a conservé tout juste le besoin d'exprimer parfois ce qu'il pense. Nous défions n'importe qui de nier que ce soit là un cas très général : il n'y a à peu près personne en Russie qui n'ait un ou plusieurs Pierre de ce genre dans sa famille, ses amis ou ses connaissances.

Naturellement, pas de régime politique. Tous les moyens de répression sont bons pour les « contre-révolutionnaires » : déportation, camp de concentration, prison, peine capitale....

La *déportation*, c'est l'exil dans l'Asie Centrale, en Sibérie, en Extrême-Orient, c'est-à-dire là où le climat est si rude que la population libre n'y va à peu près pas, régions peu peuplées, presque sans moyens de communication, très loin de toute frontière. Bien des villes sibériennes doivent leur origine aux déportés politiques tsaristes, et le « socialisme » y continue l'œuvre de son prédécesseur : il peuple avec ses déportés la forêt vierge et les déserts.

Sur place il n'est pas difficile de faire céder le déporté, puisque celui-ci ne peut quitter l'endroit assigné et doit cependant travailler pour vivre ; il n'y a qu'à l'user par un travail pénible, ou encore ne pas lui en fournir du tout.

En dehors des villages entiers de paysans qu'on a déportés pour refus de se « collectiviser », ce sont surtout les militants relativement connus que l'on déporte.

La *prison* n'est pas plus agréable qu'ailleurs, mais elle est beaucoup plus bondée, et nous défions bien les dirigeants soviétiques d'avouer le nombre de détenus politiques que leurs prisons renferment.

La *peine capitale* s'exécute par un coup de revolver dans la nuque tiré par des bourreaux « socialistes » de métier.

Le régime du *minus*, c'est l'interdiction de séjour ; elle est infligée aux révolutionnaires jugés dangereux, après l'accomplissement de leur peine.

Le *camp de concentration* mérite une mention spéciale parce que c'est une nouveauté, que son nom est trompeur et qu'il en-

globe des centaines de mille de bagnards (6). Ce n'est ni plus ni moins que le bagne, mais un bagne ouvert indifféremment aux voleurs, aux assassins, aux prostituées, aux saboteurs et aux politiques.

C'est là que vivra le « Pierre » du cas cité plus haut.

Le camp de concentration est d'origine relativement récente. Comme sous le règne stalinien, le nombre des emprisonnés s'accroissait formidablement, il devenait non seulement impossible de les loger dans les prisons, mais même de les nourrir sans conduire l'Etat à la faillite ; alors l'imaginatif Guépéou inventa le bagne-entreprise commerciale, dénommé camp de concentration.

Réunis par groupes de plusieurs dizaines de mille au milieu de marais à assécher ou de forêts à défricher, ou sur l'emplacement de canaux à creuser, les bagnards sont parqués dans des baraques Adrian, sous la garde de troupes du Guépéou.

On travaille à la tâche et on mange selon son travail, 600, 400, 200 grammes, ou pas du tout, de pain par jour ; la tâche à effectuer est élevée parce que ceux qui espèrent obtenir une diminution de peine se font oudarniks. Les « costauds » s'en tirent, les autres se « crèvent », d'autant que le moindre accroc dans la productivité amenant une portion réduite, celle-ci à son tour engendre automatiquement une productivité réduite, et ainsi de suite.

Mais si le travail est dur, les mœurs le sont encore plus. Il n'est pas difficile de s'imaginer ce qui se passe lorsque nos « Pierre » vivent en une promiscuité forcée de tous les instants avec la pègre. Celle-ci est la seule de toutes les catégories de bagnards qui soit organisée, organisée pour imposer sa loi bien entendu. Il n'y a que le poing et le vice qui comptent à l'intérieur du camp et il est impossible qu'il en soit autrement. Pour s'en sortir, Pierre n'a que la perspective du suicide ou de l'évasion, celle-ci conduisant d'ailleurs à la même fin que celui-là.

Car on ne s'évade pas plus des camps de concentration que

---

(6) Nous n'exagérons pas en disant des centaines de mille, puisque dans un seul des camps de concentration soviétiques, celui qui construisit le fameux canal de la mer Blanche à la Baltique, 12.484 détenus furent libérés à la fin des travaux pour leur conduite exemplaire, tandis que 59.516 autres virent leur peine diminuée pour la même raison (décret du Comité Central Exécutif, du 4 Août 1933). Il est évident que si 72.000 bagnards ont pu se distinguer des autres, c'est que la masse de ces derniers atteignait au moins 2 ou 300.000, ce que confirme d'ailleurs l'importance des travaux effectués par le camp en question.

des lieux de déportation. Le déporté de Minoussinsk ou de Narym est entouré par des milliers de kilomètres carrés de déserts ou d'impénétrables forêts, si bien que la surveillance peut être réduite au minimum.

Sous le tsarisme, il y avait la terrible police politique secrète de « l'Okhrana » ; il y avait les provocations, les déportations, l'exil, la pendaison, mais il faut reconnaître que le régime était tout de même pour les révolutionnaires beaucoup moins rude : la publicité des jugements et la défense des accusés étaient permises, la peine capitale moins employée, et les déportés incomparablement moins exploités.

Les étapes de la destruction de la liberté

L'évolution du niveau de liberté des travailleurs russes depuis la Révolution d'Octobre s'exprimerait en gros de la manière suivante :

1917-1918. Une démocratie intégrale existait pour les différentes tendances du mouvement ouvrier. Socialistes, socialisants, socialistes-révolutionnaires, communistes, anarchistes cohabitaient dans les soviets, dans les syndicats et les divers organismes du nouveau régime.

1919-1923. La guerre civile aboutit à l'hégémonie totale du bolchevisme : toutes les autres organisations sont poursuivies, supprimées, détruites. Mais, au sein du parti bolchevik des tendances diverses continuent à s'affronter. Il n'y a plus qu'une organisation, mais la démocratie y subsiste.

1924-1927. Après la mort de Lénine, la lutte s'engage entre les chefs en présence (Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Rykov, Staline, etc.). Ces batailles se terminent par la victoire complète de Staline. La victoire de Staline entraîne la fin de toute démocratie à l'intérieur, et, par conséquent, plus encore à l'extérieur, du parti.

1928-1936. Il y a réellement un absolutisme stalinien, une dictature personnelle qui s'est adaptée au développement de la forme nouvelle de société.

Pourquoi cette évolution ?

La destruction de plus en plus grande de la liberté des travailleurs n'est peut-être pas aussi fortuite que le croient souvent ceux qui la connaissent.

L'économie capitaliste classique est une économie désordonnée, chaotique ; elle fonctionne comme une machine dont aucun mécanicien ne tiendrait les commandes, aussi le capitalisme s'en va-t-il de prospérités en crises et de progrès en catastrophes en obéissant seulement aux lois spontanées de sa vie propre. C'est le régime de la « concurrence ». Mais la concurrence pour la conquête du bénéfice entraîne nécessairement une concurrence pour obtenir des ouvriers, le travail des prolétaires étant la seule source de bénéfices du capitaliste.

Dès lors le régime capitaliste ne va pas sans une classe ouvrière relativement libre, libre tout au moins de vendre sa force de travail au plus offrant. Liberté de se vendre dont riait avec raison K. Marx, mais qui n'est peut-être pas tout à fait négligeable.

Au « chaos » devait répondre l'idée de « plan », et la Russie voit naître une société « organisée », obéissant aux hommes. Le travail est « scientifiquement » réglé. Tous les rouages sociaux ont leurs calculs préétablis ainsi que les courbes des mouvements qu'ils ont à accomplir. L'économie est « dirigée », et obéit aux lois artificielles imposées par la raison humaine. La machine fonctionne suivant la volonté des conducteurs qui en tiennent les leviers.

Une classe de spécialistes, de techniciens, d'initiés (le cerveau du plan) règne plus puissamment qu'aucun maître n'a jamais régné sur les hommes. Cinq ou six gros volumes, un grimoire algébrique sont pour eux le résumé de toute la vie sociale dont ils tiennent en main tous les ressorts.

La concurrence est morte.

Mais dès lors toute liberté des travailleurs est morte elle aussi. Le « plan » est exigeant par définition ; il ne peut tolérer l'indiscipline et dans une société « planée » chaque homme a sa place numérotée. Encadré, étiqueté, contrôlé, il a à faire des gestes dictés d'en haut, à jouer un rôle composé à l'avance ; il n'est qu'un petit signe mathématique dans le plan général.

Son sort, sa nourriture, son vêtement, autant de courbes sur des tableaux noirs et rien que cela.

Chaque travailleur est une sorte de soldat discipliné, une sorte de forçat irrémédiablement attaché en un lieu déterminé, à une tâche déterminée, qu'il ne peut plus mettre en discussion.

L'ouvrier travaille suivant le plan préétabli ; le « cerveau » du plan, qui vit de son travail, pense, en tout et partout, pour lui.

La disparition du capitalisme n'apporte donc pas forcément au travailleur sa libération.

L'exemple russe tend à montrer l'existence possible d'un régime que nous n'avions pas prévu : le règne du technicien économique et social, succédant au règne du capitaliste.



L'ÉTAT
et
LES CLASSES

CAMARADES,

Comme ailleurs, l'Etat en Russie prétend être ce qu'il n'est pas. Cela dans le même but démagogique qui fait inscrire sur les monuments publics, par tous les pouvoirs du monde, les meilleures formules : « Liberté, Egalité, Fraternité », sur les prisons, les banques, ou les asiles de nuit.

C'est l'exposé de ces « bonnes intentions » — condensé dans les textes constitutionnels — qui forme la façade du pouvoir, c'est-à-dire le *pouvoir officiel* ou *fictif*.

Mais de même que, dans les sociétés capitalistes, il y a, à côté du pouvoir officiel, le pouvoir réel, celui des grandes sociétés financières et industrielles, de même en U.R.S.S., il y a également à côté du pouvoir officiel, le *pouvoir réel*.

Mais qui dit pouvoir dit « classes » ; il y a donc des classes en Russie.

Nous allons successivement examiner en cette troisième causerie :

1° Le pouvoir *officiel* ou *fictif* ;

2° Le pouvoir *réel* ;

3° Les *classes*.

I

Le pouvoir officiel ou fictif

Les Soviets

C'est en 1871, lors de la Commune de Paris, que pour la première fois le monde vit une tentative d'organisation sociale par les travailleurs eux-mêmes. Des organisations de quartiers, des comités composés d'ouvriers en armes, élirent leurs dirigeants, et entreprirent la création de milices ouvrières. Ce furent les premiers soviets.

Ces organisations populaires spontanées devaient revoir le jour en Russie, en 1905 d'abord, en 1917 ensuite où elles prirent tout le pouvoir.

En 1917 les soviets russes comprenaient toutes les tendances ouvrières, depuis les social-démocrates jusqu'aux anarchistes.

Mais ces soviets de la période révolutionnaire disparurent rapidement. Les Soviets, que dans les manifestations ouvrières de France on réclame « partout », n'existent plus nulle part. Ce qui en porte actuellement le nom, sont des organismes auxquels officiellement revient tout l'exercice du pouvoir, mais qui en fait ont beaucoup moins d'attributions et de pouvoir que les conseils municipaux français. Ils ne sont plus en effet que les organes d'*exécution*, dans le domaine municipal, du pouvoir central.

Le pouvoir des soviets est une comédie de pouvoir, et les élections aux soviets sont une comédie d'élections.

Les dernières ont eu lieu fin 1934. Comme les précédentes, elles se sont passées ainsi :

La campagne électorale est uniquement faite par le gouver-

nement. Le même discours y est débité dans toute l'U.R.S.S. : louanges à Staline, « succès » du socialisme, lutte contre les tendances « contre-révolutionnaires ».

Puis, au village, à l'usine, au bureau, a lieu le vote pour les « députés aux soviets », dont la liste a été préparée par les organes du parti, le parti bolchevik pouvant seul présenter des candidats.

C'est le seul moment où les électeurs manifestent, non pas leur pouvoir, mais leur existence politique. Le vote a lieu à mains levées dans des réunions tenues sur le lieu même du travail. On se contente d'ailleurs souvent de demander : « *Que ceux qui sont contre lèvent la main !* ». On enregistre ensuite l'unanimité des voix *pour*.

Le peuple a voté, la musique l'attend à la sortie, pour le conduire manifester, en bon ordre, dans la rue.

Les députés ainsi « élus » ont pour seul rôle d'« élire » à leur tour et de la même manière, à mains levées, sur des listes uniques préparées par le parti. Ils « élisent » ainsi d'une part les membres du Comité Exécutif de leur soviet local et d'autre part les députés au congrès des soviets d'arrondissement ; ceux-ci élisent à leur tour et de la même manière le Comité Exécutif supérieur immédiat ainsi que les députés aux Congrès des soviets de provinces et ainsi de suite, en pyramide, jusqu'aux députés au Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. qui est l'organe suprême du Pouvoir. Ce Congrès devrait se réunir, d'après la Constitution, tous les deux ans ; en fait, lors de sa dernière réunion, il y avait 4 ans qu'on ne l'avait pas réuni. Ce Congrès « élit » et de la même manière, le Comité Exécutif Central.

Pour tous ces députés aux soviets, qu'il s'agisse des députés aux soviets locaux, aux congrès régionaux ou au congrès de l'U.R.S.S., une fois qu'ils ont levé la main pour procéder aux élections que nous venons de dire, leur rôle « législatif » est terminé.

Ils ont cependant un second geste rituel à accomplir : périodiquement ils doivent approuver les actes de leur Comité Exécutif, actes déjà accomplis et souvent depuis très longtemps. Cela s'appelle le « contrôle ».

Ils ont enfin une troisième fonction, mais qui, celle-là, est réelle : c'est d'être les défenseurs de l'action gouvernementale. Le député doit faire en effet une propagande de tous les instants auprès de ses compagnons de travail en faveur de tous les actes du gouvernement. Pour rester « député », il faut se

donner entièrement à ce travail, sous peine d'être déchu de son titre. On s'y donne généralement, car être député c'est avoir gravi le premier échelon de la hiérarchie soviétique, celui qui permet de monter plus haut si on sait montrer un aveugle dévouement aux gouvernants.

Les Soviets et leurs Congrès des différents échelons constituent donc théoriquement le pouvoir législatif ; quant au pouvoir exécutif, ce sont les Comités exécutifs des différents échelons qui l'exercent.

Ces Comités exécutifs ont un pouvoir, ou plutôt un champ d'activité plus large que le soviet, mais qui ne dépasse toujours pas le cadre de l'exécution de la politique gouvernementale. Chaque membre du Comité a une fonction spéciale, un travail concret à accomplir.

Le Comité Exécutif Central, celui nommé par le Congrès général des soviets et qui représente le pouvoir exécutif central de l'U.R.S.S., se compose de 600 membres environ, siégeant une fois par an à peu près, et quelques jours seulement, pour remplir la formalité d'approuver les actes déjà accomplis par l'autorité supérieure.

Celle-ci, nommée par le Comité Exécutif Central, est constituée par un *presidium* de 30 membres et par les divers *commissaires du peuple* qui, entre les sessions du Comité Central (c'est-à-dire pratiquement, tout le temps), sont chargés de l'exercice du pouvoir législatif aussi bien qu'exécutif (7).

La bureaucratie

Cette autorité supérieure exerce pratiquement son pouvoir au moyen d'une *bureaucratie* nommée *administrativement* par les dirigeants des *commissariats* et des *presidiums*, bureaucratie qui ne dépend en rien des électeurs à quelque degré que ce soit.

Ainsi, tout cet échafaudage de délégués aux différents soviets que nous venons d'indiquer n'a aucun pouvoir réel, il est destiné seulement à donner l'illusion de la démocratie. Il n'a rien

---

(7) Le projet de nouvelle constitution, publié le 12 juin 1936, ne laisse prévoir aucun changement quant au fond; il consacre seulement les Soviets comme Conseils municipaux, remplace le Comité Exécutif Central par un Conseil Suprême de l'Union et le présidium du Comité Exécutif Central par un présidium du Conseil Suprême. Ce ne sont pas des nouvelles dénominations qui peuvent doter le pays d'une seule miette de liberté réelle.

de soviétique, car le principe du régime soviétique véritable est que tout pouvoir doit venir d'en bas, être réellement exercé par la base. Or, dans le système russe actuel, les organes supérieurs exercent en fait un pouvoir absolu. Tout s'accomplit par et dans les bureaux des organes supérieurs et des différents commissariats. Aucune loi, aucun décret, aucune décision n'est l'émanation des travailleurs de la base. Aucune loi, aucun décret, aucune décision n'est proposé par le Comité central exécutif ou par le Congrès des soviets. Aucune loi, aucun décret, aucune décision n'a même besoin pratiquement de l'approbation du Comité central exécutif ou du Congrès des soviets. Chaque loi, chaque décret, chaque décision d'un organe permanent est immédiatement applicable, immédiatement appliqué, et recevra un, deux, trois ans après, et en bloc, l'approbation automatique des machines à approuver.

L'absolutisme est total. Le Commissaire du Peuple est un ministre possédant dans son domaine un pouvoir sans limite. Il n'est en butte à aucune opposition ; en face de lui, aucune organisation, aucun Parlement, aucune opinion publique, aucune critique même purement verbale. Seul, l'organe directeur du parti communiste peut organiser le dénigrement d'un commissaire, quand il veut le perdre, ou faire porter sur lui la responsabilité de ses propres erreurs. Aucun ministre, aucun directeur de grande administration n'a, dans aucun pays capitaliste, un pouvoir égal à celui d'un commissaire du peuple, du moment que celui-ci est d'accord avec ceux qui, derrière la façade de la Constitution soviétique, sont les véritables maîtres du pouvoir. Ce sont ceux-là qu'il nous faut maintenant examiner.

II

Le pouvoir réel

Pour comprendre notre société bourgeoise, il serait vain de s'arrêter à l'étude des Droits de l'Homme ou de la Constitution. De même, pour comprendre ce qui se cache sous le drapeau rouge de l'U.R.S.S., il faut faire devant le pouvoir fictif des soviets le même effort d'esprit critique que celui que nous avons déjà généralement fait devant la façade républicaine bourgeoise, en recherchant, derrière la façade « soviétique », le pouvoir réel.

Le Parti

L'organisation essentielle de l'U.R.S.S. est le parti communiste, que l'on y appelle avec raison : « le Parti », tout court.

Le « Parti » groupe 1.500.000 à 2.000.000 de membres actifs. A côté, une antichambre de 500 à 800.000 membres aspirants environ. Le tout pour une population de 168 millions d'habitants.

Les vieux révolutionnaires, les vieux bolcheviks des époques de lutte y sont très peu nombreux ; ils y jouent souvent un simple rôle de membres honoraires pourvus de sinécures.

Les jeunes composent depuis 1924 l'énorme majorité du parti : soldats disciplinés obéissant sans murmure ; l'énorme majorité du parti est composée d'ouvriers ou d'anciens ouvriers, mais tous les chefs, aujourd'hui comme autrefois, sont des intellectuels. Hasard ou non, le parti est l'image, en réduction, de la société soviétique dans son ensemble : d'une part, les initiés, les chefs, les dirigeants, possesseurs de la Raison, de la Science et du Pouvoir — d'autre part les troupes, soumises à une stricte discipline.

Pour entrer dans le parti, il faut d'abord accomplir un stage et avoir des parrains.

Pour l'ouvrier, ce stage est de 6 mois, et il il faut 2 parrains ayant plus d'un an d'ancienneté ; pour le soldat, le stage est également de 6 mois, mais il faut 2 parrains ayant 2 ans d'ancienneté ; le paysan et l'artisan ont besoin d'un an de stage et de 3 parrains ayant 2 ans d'ancienneté. Aux employés et aux intellectuels il faut deux ans de stage et 5 parrains ayant 5 ans d'ancienneté.

Le jeune intellectuel, le carriériste qui veut arriver rapidement (et pour cela il est indispensable d'être du parti) s'embauche comme ouvrier afin de pouvoir entrer au parti après un stage moins long, et aussi afin de profiter tout le long de sa carrière des avantages d'une origine restée, par démagogie autant que par force d'inertie, privilégiée.

A l'ouverture des *campagnes de recrutement*, que d'ailleurs n'ont pas attendu les divers aspirants pour briguer les recommandations et rechercher toutes les aides possibles pour entrer au parti, le centre décide à l'avance, suivant sa politique du moment, le pourcentage des nouveaux membres qui seront recrutés dans les différents milieux. On décide par exemple l'entrée au parti de 75 % de membres d'origine ouvrière, 10 % de membres d'origine paysanne, 30 % de femmes et 70 % d'hommes, etc..

Chaque candidat passe alors un examen politique au sein de la cellule communiste, et le comité du rayon décide ou non de l'admission. Pour être admis, la bonne volonté ne suffit pas et le tempérament révolutionnaire n'est d'aucun secours. Il faut, avant tout, connaître son catéchisme et donner des preuves marquées de sa docilité future.

Une fois au parti, on a le pied à l'étrier, car à tous les degrés on ne fait son chemin que par le parti communiste, ou tout au moins avec sa sympathie ; aussi bien pour l'ouvrier dans son équipe que pour l'ingénieur dans son bureau, que pour l'artiste dans son théâtre ; la marche au soleil, c'est l'accession au parti.

Pour entrer aux écoles supérieures, la carte du parti ou des jeunesses est un atout décisif. Les directeurs d'usines ou d'administration sont du parti. Près de 72 % des colonels de l'armée rouge, 90 % des généraux de division, 100 % des généraux de corps d'armée sont du parti, 75 à 80 % des professeurs et des étudiants des principales universités sont du parti ou des jeunesses.

Etre membre du parti est donc la seule voie qui conduit aux bonnes places et facilite l'obtention des gros salaires et des honneurs. Il y a d'ailleurs beaucoup de bonnes places à occuper dans un pays où l'ancienne classe dirigeante a disparu et l'ambition a beau jeu là où la nouveauté du régime économique et politique rend vaines l'expérience et les références. Chacun a « un bâton de maréchal dans sa giberne ».

Mais le parti ne fournit pas sans conditions tous ces avantages.

Il exige en échange de ses membres, d'abord, en tout et partout, une soumission aveugle, absolue, aux ordres des organes supérieurs du parti. Dans tous les instants de sa vie, agir conformément à la discipline du parti, vivre toujours suivant la formule : « être, en toute occasion, d'abord membre du parti ». Ensuite, savoir servir dans les moindres conversations les phrases du catéchisme du moment ; enfin, cultiver ses qualités d'organisateur, de « chef », d'orateur, afin de pouvoir contribuer au maximum à faire aboutir les mots d'ordre, la politique et les manœuvres du parti.

Une morale nouvelle correspondante, semblable à celle que Loyola exigeait de ses soldats, fait taire chez les membres du parti toute hésitation, tout scrupule et tout remords devant un ordre à exécuter quel qu'il soit.

Il faut faire confiance entière, même pour ce qui est de sa conscience, aux organes supérieurs. L'espionnage constant de son entourage est une vertu. Il faut aussi avoir des mœurs « convenables » aux yeux du monde et ne pas faire *sans se dissimuler* ce qui pourrait être un scandale dans son milieu.

Une fois qu'on est entré dans une telle organisation, il n'est plus possible d'en sortir. Si l'on ne veut pas perdre tous les avantages grands ou petits qu'on en a retirés, il faut rester au parti. En sortir serait aussi s'exposer à être noté pour toujours comme le plus dangereux ennemi du régime. On serait un « défroqué ». Il vaut aussi mieux être mis à la porte du parti pour délit de mœurs ou de droit commun que pour délit politique.

Les inconvénients d'être au parti ne sont pas suffisants pour en faire oublier les avantages, si bien que le parti est l'objet d'une véritable ruée. Il excite les appétits et l'émulation de tous ceux qui ont de l'étoffe, de l'ambition, et une conscience pas trop exigeante. Entrer au parti, c'est servir à la fois le pouvoir, la patrie et son intérêt personnel.

Voilà donc comment est composé le parti. Voyons maintenant comment il est constitué.

Structure du Parti

Tout comme le pouvoir soviétique, le parti est lui-même construit en pyramide.

Sur le lieu du travail existe la *cellule* communiste, avec son secrétaire ; à l'échelon supérieur, le *comité de ville* qui dirige l'activité des cellules de chaque localité ; puis le *comité de rayon* qui dirige l'activité des comités d'un certain nombre de localités ; au-dessus, le *comité de province*, et le *comité de république ;* au-dessus encore le *Comité Central*, et enfin le *bureau politique*. Ce sont chacun de ces organismes qui exercent le pouvoir effectif, le pouvoir réel, à la place et sous le couvert de l'organe soviétique correspondant.

Tout cet ensemble est basé sur le système hiérarchique ; on y est « proposé », c'est-à-dire, en fait, nommé par l'organe supérieur et non élu par l'organe inférieur ; à tous les degrés les secrétaires, qui sont l'élément essentiel dans chacun de ces comités, sont choisis et « proposés » par l'organe supérieur immédiat.

Examinons successivement le rôle de chacun de ces échelons.

Le membre du parti

Le membre de la cellule est avant tout un diffuseur, un agitateur et un surveillant. Il a une fiche au bureau de sa cellule, il est soumis lui-même à la surveillance d'un supérieur.

La cellule et son secrétaire

La cellule a son bureau qui se réunit au moins deux fois par mois, ses cours politiques obligatoires, ses réunions d'informations, privées ou publiques suivant les cas.

A l'usine, ainsi que nous l'avons déjà vu, le pouvoir réel est exercé par ce qu'on nomme le « triangle », qui se compose du directeur de l'usine, du président du comité syndical et du secrétaire de la cellule communiste ; tous trois sont en général membres du parti et le secrétaire de la cellule en est l' « éminence grise ». Aussi est-il celui que tout le monde craint et respecte ; les dirigeants syndicaux lui témoignent la déférence qu'on doit à un supérieur tout puissant.

Le comité et son secrétaire

Au-dessus de la cellule, chaque ville, chaque arrondissement, chaque canton, chaque province, chaque République a son *comité du parti* correspondant. Chacun de ces comités a pour travail de transmettre les ordres du centre, en les adaptant à sa région, de contrôler et surveiller les secrétaires de cellules par lesquels il dirige le travail de celles-ci.

Le secrétaire du comité du parti contrôle également la vie politique et l'activité des trusts, industries et commerces de sa région, par l'intermédiaire de leurs directions. Aucun dirigeant d'administration ou de syndicat n'accomplit un geste ou n'applique une décision quelque peu importante sans en avoir référé au secrétaire du comité du parti correspondant et sollicité son approbation. On présente à l'approbation du secrétaire du comité tous les dirigeants d'usines, d'ateliers, d'établissements quelconques ou de syndicats avant de les faire « proposer » ou nommer par les organes supérieurs correspondant.

Tous les conflits sont jugés par les autorités supérieures du parti avec comme seul critérium : la ligne générale du parti.

Le secrétaire du comité est un gouverneur tout puissant, à la fois social, moral, politique, économique. Tout puissant dans son territoire, il n'a à répondre de toute son activité qu'à l'échelon supérieur du parti. C'est lui le pouvoir local absolu dans *tous les domaines.*

Le comité central et son bureau politique

Au centre de Moscou se dresse un immense immeuble massif et imposant dont les issues sont étroitement surveillées par des agents de la Guépéou en uniforme. A l'intérieur, de vastes bureaux avec d'immenses fichiers où sont soigneusement notés, numérotés et classés tous les « responsables » qui ont une importance quelconque en un point quelconque du pays, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique.

C'est le siège du Comité Central du parti.

Ce Comité Central est composé de 71 membres et de 68 candidats (suppléants).

Les dirigeants des organes économiques supérieurs, les commissaires du peuple et les hauts dignitaires soviétiques sont proposés ou nommés par lui. Tous les décrets, toutes les lois, toutes les décisions importantes concernant dans tous les domaines la vie du pays sont décidés par lui.

Mais ce comité central est lui-même dirigé par le bureau politique.

Les 10 membres qui composent ce bureau sont en fait les seuls maîtres du pays. Ils sont *les Initiés.*

C'est dans l'intimité, dans le secret de ce bureau de 10 membres que la vie du pays, économique et politique, se décide. C'est de là que tous les ordres partent, par l'intermédiaire du comité central, dans tout le système nerveux du parti.

Les quelques divergences qui peuvent s'y faire jour ne se manifestent que difficilement et rarement. Elles restent secrètes.

Le secrétaire du comité central

Mais ces 10 membres du Bureau politique ne sont en fait que les instruments et les hommes de confiance d'un seul homme, celui qui les a choisis, le maître incontestable : Staline.

Car Staline est le secrétaire du Comité Central du parti. A ce poste, par un travail long et minutieux, il a su faire de tout l'appareil du parti l'instrument de domination le plus sûr et le plus moderne, l'instrument de *sa* domination. Tous les hauts fonctionnaires du parti lui doivent leur place ; ils l'ont sollicitée ardemment et l'ont obtenue uniquement grâce à leur fidélité et à leur dévouement au grand maître. Petit à petit les fonctionnaires, même de troisième ordre, qui étaient tant soit peu douteux ont été éliminés. *Tous* doivent maintenant tout à Staline qui a le talent patient et minutieux d'entretenir la flamme de la reconnaissance qu'on lui doit et qui, mieux est, a un flair remarquable pour découvrir à temps ceux qui seraient capables de s'opposer à lui, et une fois découverts, les supprimer impitoyablement, avec un sang-froid et une absence totale de scrupule.

C'est Staline qui dresse la liste des membres du Bureau politique ainsi que celle des membres du Comité Central ; c'est lui qui désigne ces tout puissants gouverneurs de provinces et de grandes villes que sont les secrétaires des comités du parti ; c'est lui qui fait nommer les Commissaires du peuple et tous les hauts fonctionnaires de l'Etat, chacun d'eux étant dans son domaine l'œil du maître et désignant à son tour, pour les rouages secondaires, des dirigeants dévoués.

C'est exclusivement dans cette hiérarchie nommée et contrôlée de haut en bas que réside l'homogénéité incomparable du parti et du **régime.**

Des livres ont paru sur celui qui centralise ainsi entre ses mains le plus formidable pouvoir de l'histoire.

Nous n'en connaissons qu'un de sérieux : « Staline », de Boris Souvarine, ancien membre influent de la III[e] Internationale ; ce livre, sans précédent ni équivalent dans aucune langue, résume et clarifie une documentation immense sur toute la Révolution Russe (8).

Staline

Staline, géorgien de naissance, fut élevé au séminaire de Tifiis ; après y avoir reçu l'éducation religieuse jusqu'à 17 ans, il adhéra au mouvement socialiste lorsque se formèrent les premiers groupements social-démocrates en Géorgie.

Au cours de sa vie il fut victime de diverses condamnations politiques, dont une déportation en Sibérie entre la première et la deuxième révolution. C'est un des rares vieux dirigeants bolcheviks qui ne connaissent pas l'étranger.

Au temps de Lénine, il fut un révolutionnaire professionnel de second ou troisième plan. Aussi, pour tous, son accession au pouvoir après la mort de Lénine fut des plus inattendues. Toutes les tendances luttaient à ce moment pour la conquête de ce pouvoir et tant de grands noms des luttes passées s'inscrivaient à la tête de ces tendances que la victoire de l'obscur Staline fut quelque peu un coup de théâtre.

Elle s'explique ainsi : alors que les concurrents en présence se détruisaient entre eux, Staline attendait son heure ; se sentant inférieur sur les autres terrains, il se contentait d'agir avec ruse. Sa place de secrétaire du parti faisait de lui le maître du fichier du Comité Central et il sut s'en servir pour préparer le « plat très épicé » que prévit Lénine. Tandis que les autres tentaient de triompher par leur talent de polémistes, d'orateurs ou d'écrivains, Staline se contentait de manœuvrer le fameux fichier. Créant des postes, plaçant aux points stratégiques ses créatures, se faisant de multiples obligés, il réalisa méticuleusement l'encadrement du parti. Une fois qu'il se fut attaché les cadres à coups de faveurs, de déplacements et d'avancements, il fut le maître.

Ce travail de termite dura des années.

---

(8) Le demander à la « Librairie du Travail », 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris X[e].

A la mort de Lénine, les grands chefs bolcheviks, ceux entre lesquels semblait devoir se partager la succession de Lénine, étaient Trotski, Zinoviev, Boukharine, Kameniev, Rykov, Tomski.

Dans une première phase, c'est la coalition contre Trotski. L'unanimité des autres aspirants au pouvoir se dresse contre lui, le plus fort : Trotski est abattu et exilé en 1924-25.

Les vainqueurs se divisèrent alors en deux camps opposés : la coalition Boukharine-Rykov-Staline contre Zinoviev-Kameniev, La coalition l'emporte rapidement.

Dans une troisième phase de la bataille, Rykov et Staline deviennent les vainqueurs de Boukharine.

En 1928, Staline se débarrassait de Rykov et Tomski et ainsi de ses derniers rivaux. Le fichier avait vaincu.

Machiavel ignorait le fichier ; autre époque, autre technique.

Enfin, le procès d'août 1936 montre que celui dont « la main ne tremble pas » a décidé la destruction physique des vaincus.

L'intelligence de Staline n'est pas imaginative, elle est pratique. Il est remarquable qu'aucune idée appliquée par Staline n'est de lui ; il emprunte les idées et les doctrines autour de lui. Mais il les applique avec une brutalité, une rigueur et un esprit de suite terribles ; avec toute l'ardeur et l'enivrement d'un maître absolu dont l'exercice d'un pouvoir inouï ne fait qu'accroître le besoin de commander.

Il expérimente impitoyablement sur tout un peuple les conceptions qu'il a adoptées, ne s'arrêtant que si ses tentatives risquent d'ébranler la pyramide dont il est le sommet. Il a fait une vertu du fameux *sacrifice d'une génération ou de plusieurs* pour ce qu'il prétend être la *construction du socialisme*. Avec sang-froid, pour vérifier les conceptions qui l'ont séduit, il expérimente sur le peuple russe comme un savant fait des expériences de vivisection dans son laboratoire.

Des villages innombrables de paysans ont été déportés en entier dans des camps de concentration, pour avoir résisté à la collectivisation.

Le terme de « pape rouge » est assez heureux pour désigner le chef du nouvel absolutisme russe ; il est, en effet, représentant d'une religion qui sur tout le globe a ses fidèles, ses sincères pratiquants, ses fanatiques et ses serviteurs.

Il est le dirigeant d'une stratégie qui, partout, a ses soldats, ses services, ses caporaux et ses grands chefs.

Il existe à son égard chez beaucoup une dévotion, une idôlatrie, une obéissance totales.

Il a ses artistes, ses publicistes, ses chroniqueurs, ses propagandistes.

Son pouvoir personnel est des plus solides. Il continue à employer la méthode qui lui a si bien réussi, il garde le souci constant de son entourage immédiat. Et, en plus, maintenant, celui de sa réputation : un dieu ne peut rester dieu qu'à condition d'être continuellement encensé.

Dès que Staline lance un mot d'ordre, les milliers de journaux, d'orateurs, de professeurs, d'artistes de l'U.R.S.S., le reprennent immédiatement et en même temps.

Dès qu'il prononce un discours, tout le pays le commente, les jeunes gens des écoles et des universités, les jeunes ouvriers, toute la jeunesse en apprend par cœur les thèses. Les professeurs de philosophie en font le sujet de leur cours. Les journalistes en font l'argument principal de leurs articles de tête. Les écrivains et les artistes se contorsionnent pour y trouver des perles d'éloquence et de style, faire ressortir les vertus les plus inattendues, y découvrir les profondeurs les plus géniales, les bijoux les plus splendides.

Les instituts de linguistique étudient la technique de la langue Stalinienne. Son entourage imite son style, sa voix, ses gestes, ses goûts.

Décide-t-il, comme cela est arrivé, l'introduction du lapin en Russie, pour remédier à la destruction du cheptel, immédiatement les restaurants, les réfectoires doivent servir un lapin inexistant, les paysans doivent élever des lapins, les journaux parlent du lapin, les professeurs d'histoire naturelle étudient le lapin, les écoles des Beaux-Arts font dessiner des lapins, les écrivains fabriquent des contes sur les lapins, on affiche des lapins dans les usines, dans les rues, dans les coopératives. Et il fallut toute la force d'inertie de la population russe tout entière ainsi qu'une ignorance totale de la technique de l'élevage du lapin pour que les lapins importés crèvent et qu'ainsi les Russes, qui éprouvent pour cet animal une répugnance analogue à celle que nous avons pour les rats, ne se voient pas contraints de manger malgré eux ce qu'ils baptisent sous le manteau de « bœuf Stalinien ».

Staline, Mussolini, Hitler, la comparaison vient naturellement à l'esprit : des trois, le despote le plus absolu est Staline.

III

Les nouvelles classes

Ce n'est pas en quelques années qu'une révolution accouche de la nouvelle forme de société dont elle est grosse et ses contemporains ont toujours beaucoup de mal à discerner quel sera l'aboutissant de ses convulsions.

Celui qui paraît être le vainqueur suprême n'est le plus souvent que le fossoyeur de l'ancien régime et le tuteur du nouveau.

Une dictature aussi absolue que celle de Staline n'est pas un fait nouveau, l'histoire ne manque pas de pareilles dictatures. Ce qui est nouveau, c'est quelque chose de plus profond qui s'installe lentement et profondément dans l'économie sociale et la mentalité humaine.

D'une part, en U.R.S.S., la concurrence a fait place au Plan.

D'autre part, le capitaliste, le grand bourgeois ont disparu, et le petit bourgeois disparaît ; mais qui a pris leur place ? Car le parti communiste, qui ne sert qu'à acquérir ou à conserver des privilèges au détriment d'autrui, ne tend nullement à supprimer les privilèges eux-mêmes ; il les entoure seulement d'une auréole : l'auréole de la Révolution.

Pour répondre à cette question, voyons comment est composée la société russe.

On peut distinguer actuellement en Russie les classes suivantes :

a) le travailleur dit manuel (industriel et agricole),

b) le petit et moyen employé,

c) le spécialiste, le responsable et le haut fonctionnaire.

Le travailleur dit « manuel »

Le socialisme devait remettre les moyens de production aux mains des travailleurs, leur donner l'initiative et le contrôle de la production et de la répartition.

Ce que nous avons vu du niveau de vie matérielle et de liberté du travailleur russe montre que non seulement ce but n'est pas atteint, mais que rien ne peut permettre de penser qu'on se dirige vers lui. L'usine est toujours le bagne où l'on se tue à travailler, le lieu de souffrance que l'obsédante propagande, le système de travail à la chaîne et aux pièces ont rendu plus haïssable encore. On n'a aucun droit sur l'usine, sur les produits, aucun droit dans la réglementation du travail, on trime pour un salaire de misère, et pour une retraite de famine.

Le travailleur des champs est lui-même aussi un salarié, ou en passe de le devenir. Il n'a pas de terre à lui. « La terre aux paysans », c'est « la terre à l'Etat », tout comme l'usine.

Le travailleur agricole travaille aux pièces comme celui de l'usine. Ce que l'usine avait de plus haïssable pour les travailleurs existe maintenant aux champs aussi : il y a les « normes » à remplir coûte que coûte, les amendes pour le travail mal fait, les retards, le manque de respect aux chefs, etc...

Les ouvriers des champs ou de la ville sont de nouveaux serfs. Ils ont une vie misérable, une nourriture strictement mesurée, ils ne sont libres ni d'agir, ni de parler, ni d'aller où ils veulent. Ils sont astreints à apprendre, à digérer, à penser constamment une religion officielle, un catéchisme unique, auquel rien ne doit pouvoir soustraire leur esprit.

Le travail est, en U.R.S.S. comme partout, la source unique de toute valeur, mais les travailleurs ne possèdent pas plus qu'ailleurs le produit de leur travail. Ils subissent une répartition aussi scandaleusement, même plus scandaleusement, inégale que celle des régimes capitalistes. Ils sont frustrés de la presque totalité des produits de leur travail et n'ont aucune possibilité de rechercher où ils en seraient moins frustrés, attachés qu'ils sont au domaine ou à l'usine.

Le petit et moyen employé

L'ensemble des employés constitue une classe intermédiaire de gens qui sont, dans le régime, et parias et privilégiés par rapport aux autres travailleurs ; ils servent de tampon entre l'Etat,

dont ils accomplissent les fonctions bureaucratiques de base, et les travailleurs qu'ils dirigent. Ils sont les bureaucrates qui transmettent les ordres d'en haut. Derrière leurs guichets, ils distribuaient les cartes d'approvisionnement donnant droit à la maigre ration d'entretien. Ils transmettent les normes, les établissent et sont les innombrables petits chefs qui veillent à ce que le producteur ne lèse pas l'Etat.

Ils sont détestés par les ouvriers ou les travailleurs des champs pour lesquels ils représentent ceux qui ne produisent pas, parce qu'ils sont nombreux et sont la personnification tangible et constamment présente du parasitisme du régime. C'est eux qu'envient souvent les ouvriers, car c'est eux que le travailleur voit chaque jour, alors que les grands, les vrais maîtres, sont souvent plus invisibles que ceux des régimes capitalistes. Aussi les grands maîtres ne se font-ils pas faute d'exploiter l'erreur d'optique des ouvriers et de détourner grâce à elle les haines ouvrières sur les employés. Lorsqu'on parle en haut lieu des erreurs, des fautes, des nonchalances de la bureaucratie, ce sont les petits employés que l'on sous-entend.

Comme nulle société ne nécessite autant de bureaux et de sous-officiers que l'organisation économique « planifiée », le développement de la classe des petits employés est inimaginable : sur 21.000.000 de travailleurs (en ne comptant pas les paysans), il y a 8.000.000 d'employés.

Courbé sur ses paperasses, l'employé établit le contact avec le centre en accomplissant le travail bureaucratique nécessaire à la transmission des ordres par les divers chaînons du pouvoir. Ou bien il veille à l'exécution des ordres par le dernier chaînon de l'échelle sociale : le producteur.

D'autre part, il met en chiffres et en formules tout ce qui s'accomplit autour de lui, dans sa localité ou sa région. Il dresse même les statistiques de ce qui se fait contre la volonté du centre.

Ses chiffres et ses rapports serviront de base aux directives de demain, à l'organisation ou à la répression dont se chargent les têtes du grand plan.

C'est la classe moyenne du nouveau régime.

Le petit employé est un paria, car il est en butte à des haines multiples, il possède un niveau de vie matérielle souvent inférieur à celui des ouvriers et il perce très difficilement vers des situations meilleures.

Mais l'employé moyen est déjà un privilégié, car il approche,

par l'une de ses extrémités, le niveau de vie supérieur ; en outre, il n'a pas qu'à « obéir », puisque souvent il commande un groupe plus ou moins important de travailleurs ; il ne travaille pas aux pièces ou à la chaîne ; il se sent plus ou moins lié au pouvoir d'Etat dont il est un petit chaînon.

Le spécialiste-responsable

Il faut entendre ici, sous ce nom, tous ceux qui, dans une société où le privilège provient de la fonction, occupent une fonction supérieure, dans quelque branche que ce soit de la vie.

Il y a en Russie de multiples spécialistes : ceux qui ont toujours existé, et ceux qui sont la création du régime.

Les spécialistes que nous connaissons : ingénieurs, architectes, juristes, médecins, professeurs, officiers y existent comme ailleurs, *mais un type nouveau de spécialiste* a été créé par le nouveau régime dont il est une nécessité. Ce sont les agitateurs, les organisateurs des masses, les artistes, les écrivains d'Etat, les propagandistes des dernières directives, en un mot les « ingénieurs de l'âme ». Les économistes du plan sont eux aussi un type nouveau de spécialistes.

Le *spécialiste-responsable* est, parmi les spécialistes que nous venons de nommer, celui qui, en plus de la science ou du diplôme, a la haute responsabilité d'un rouage important : directeurs d'usine, chefs de grands établissements, hauts magistrats, officiers supérieurs, directeurs de grands journaux, grands manitous des syndicats, des soviets, etc...

Le spécialiste se recrute surtout chez les jeunes. C'est le jeune spécialiste d'origine ouvrière qui, en 1936, constitue la grosse masse. Il est né avec le nouveau régime : ce régime, c'est vraiment son règne qui arrive ; et celui qui arrive à la responsabilité ne peut qu'être pour l'économie dirigée et aider de toutes ses forces à sa consolidation et à ses progrès. Que lui importe, si chaque tour de roue de la mécanique sociale dont il tient une des manettes et qui lui ouvre un champ d'activité et de perspectives d'avenir inespéré, écrase de larges couches de serfs de la base.

De cela il ne peut même pas se rendre compte, pas plus que la grande majorité des bourgeois de notre société capitaliste ne se rend compte de l'écrasement constant des travailleurs par le système dont ils profitent. Le jeune spécialiste, confiant dans l'avenir, vit la plupart du temps dans ses calculs et ses for-

mules, sans souci des ouvriers, en qui il ne voit que les instruments de ses « grandioses réalisations », à moins même qu'il ne croie sincèrement travailler — comme le dit le catéchisme — à leur émancipation. Pourtant il lui arrive de se plaindre du régime, mais cela, non parce que les travailleurs ne possèdent aucun pouvoir, mais parce que lui n'en possède pas suffisamment. Il ne jouit pas, en effet, de la liberté politique ; et par là, il lui arrive de s'opposer à la dictature stalinienne, dont il est cependant le produit. Il est d'ailleurs sans remords, car lui, il n'avait jamais rien promis au prolétariat.

« *L'U.R.S.S. est le paradis des savants* ». Cette formule tirée d'une relation de voyage du Général Perrier, professeur à Polytechnique, et reprise en chœur par toute la presse communiste, est très heureuse — quoique quelque peu anticipée car le processus de formation de la classe nouvelle n'est pas encore entièrement achevé.

La nouvelle classe sent que l'avenir est à elle encore plus que le présent ; elle marche vers son « paradis ». L'industrialisation crée en effet une demande sans cesse renouvelée et jamais assouvie de « spécialistes » et de « responsables ». Et elle accroît leur importance ; dans une organisation économique toujours plus « moderne » et plus compliquée, les spécialistes deviennent de plus en plus irremplaçables, au fur et à mesure qu'ils acquièrent plus d'expérience dans leur fonction.

Le spécialiste est un instrument précieux, avec lequel dès maintenant le bureau politique est obligé de composer, et qu'il peut de moins en moins briser sans risquer de détruire toute l'économie.

A qui a prouvé sa valeur d'organisateur, de créateur, et sait jouer des coudes, la place ne manque pas parmi les spécialistes. Certes, il existe des risques, mais grisé par la cadence du succès possible, on ne les fuit pas. Car ce n'est plus une fortune qu'on peut perdre, ce n'est qu'une fonction. On est jeune socialement, et on a la hardiesse et l'insousiance des premiers bourgeois ; comme eux, on risque de faire un bond formidable : d'arriver tout jeune à un poste qui donne le vertige aux mieux trempés.

Ce serait une erreur de croire que les spécialistes et les grands responsables sont des bureaucrates étroits et amorphes. Non, ce sont des jeunes gens ayant de l'étoffe, de l'énergie, et qui atteignent souvent dans l'exercice de leurs fonctions un sens des affaires, un esprit de décision et une ampleur de vues que pourraient leur envier bien des businessmen américains.

Leur pouvoir, leur vie et leurs risques sont d'une forme entièrement nouvelle ; aucune classe privilégiée ne les a connus, ils sont ce qui constitue le monde nouveau, le « paradis » du spécialiste.

Le capitalisme ne pouvait pas offrir à ses bénéficiaires la certitude. Les plus grands industriels pouvaient toujours voir surgir des concurrents inconnus, allaient toujours à des défaites possibles, ne pouvaient agir que par empirisme.

Le spécialiste-responsable du plan peut agir avec beaucoup plus de certitude que n'importe quel capitaliste, car il dirige et commande tout dans toute une région ; il tient, réunis dans son bureau, les fils qui commandent à toute la vie qui l'entoure, il peut en changer le rythme avec la craie et l'éponge en modifiant ses courbes et ses chiffres.Le bien-être des travailleurs, c'est pour lui, aussi une petite courbe, ce n'est plus qu'une petite courbe !

Outre l'intérêt intellectuel et la satisfaction morale que présente son travail, le spécialiste a l'avantage de jouir d'un niveau de vie relativement très haut, par rapport à la misère des autres. Il fréquente le théâtre, les cercles littéraires et intellectuels, les concerts. Tout ce dont il jouit fait partie de sa fonction ; on lui doit auto, dactylos, plantons, téléphone. Le dernier pas à faire, c'est de lui donner le pouvoir politique. Ça viendra...

Au début, le spécialiste sortait de différents milieux ; cependant la préférence était donnée à la classe ouvrière au nom de laquelle se construisait le monde nouveau, ce qui, d'ailleurs, n'est qu'une bien maigre consolation pour les ouvriers, car les maîtres d'origine plébéienne n'ont jamais mieux valu que les autres. Mais il se passe actuellement ce qui s'est toujours passé pour les classes privilégiées. De plus en plus, c'est le fils du spécialiste qui devient lui-même à son tour spécialiste. Ce fils a, en effet, l'avantage d'un niveau de vie matérielle supérieur qui le rend plus apte à l'étude, et il a déjà reçu de son milieu une éducation qui le prépare à sa future vie ; il peut, avec l'aide de ses parents, se faire mieux préparer aux examens ; enfin, il est tout naturel qu'il se dirige dans le sens que lui montre tout ce qu'il a entendu et connu dans sa jeunesse ; et puis, sa famille a de nombreuses relations, le piston ne lui manquera pas.

Les spécialistes appartiennent de plus en plus au parti communiste ; ainsi, politique et technique ne se différencient pas. Plus on monte dans les sphères élevées, plus on rencontre de

membres du parti. Le spécialiste-responsable, lui, est presque toujours du parti. Le système prend de ce fait une homogénéité et une solidité qu'aucun autre régime n'a connues.

Le spécialiste « communiste » (au sens officiel du mot évidemment) est le type du maître par excellence.

Il est la synthèse actuelle du pouvoir de l'initié sur l'économie et de l'initié sur la politique.

La lutte de classes continue

Cette description des classes nous montre qu'il ne s'agit plus du tout d'un régime socialiste avec les défauts ou les erreurs d'un enfantement, ni d'un régime de caractère spécifiquement russe, mais d'un régime social nouveau avec des classes nouvelles.

Nous n'acceptons pas, quant à nous, l'affirmation déclarant qu'il n'y a pas de classes en U.R.S.S., mais seulement une bureaucratie stalinienne.

Non ! il ne nous suffit pas que la classe des « spécialistes » et « responsables » ne figure pas dans la définition des classes dominantes qu'a pu donner le « marxisme », pour qualifier de « *socialiste quand même* » le régime stalinien.

Il y a des classes en U.R.S.S. : des classes privilégiées et des classes exploitées, des classes dominantes et des classes dominées.

Entre elles, le niveau de vie se délimite nettement.

Les classes des wagons de chemin de fer correspondent très exactement aux classes sociales ; de même celles des bateaux, celles des restaurants, celles des spectacles, celles des magasins ; de même, pour les uns, des palais se dressent dans les lieux agréables, pour les autres les baraques de bois près des hangars à outils et des machines huileuses. Ce sont continuellement les mêmes qui habitent les palais ; ce sont continuellement les mêmes qui habitent les baraques.

Il n'y a plus de propriété privée ; il y a une seule propriété, la propriété d'Etat. Mais l'Etat ne représente pas plus l'ensemble des citoyens que dans les régimes précédents.

De cette propriété d'Etat quelques-uns jouissent ; le grand nombre l'entretient, l'embellit, la respecte, la craint et en est séparé par une police et une machine de répression géantes, plus géantes que celles qui le séparaient naguère de la propriété privée.

Comme toujours, l'instruction, le savoir et l'expérience tendent à devenir l'apanage des milieux privilégiés.

Energie et ambition sont l'apanage des maîtres, gens soignés et pleins de santé, jouissant de clairs et gais logements, sans soucis matériels ; le nouvel esclave a l'esprit absorbé par la lutte quotidienne pour l'existence, le caractère façonné par l'obéissance dont il lui faut à chaque instant de sa vie faire preuve.

La « *Fonction sociale* », justification du nouveau privilège, est la digne héritière du « *Sang* » des nobles et de l' « *Argent* » des bourgeois ; elle en est la forme moderne, celle qui correspond au degré actuel du développement de la technique, de la science et de la conscience.

Les vieux privilèges cessaient de correspondre à des services rendus ; la société en prépare la rénovation plus que la suppression.

La concentration capitaliste conduit certes à la main-mise d'une classe nouvelle sur les forces de production, mais rien ne permet d'affirmer que cette classe soit *forcément* celle des producteurs. Barrant la route au prolétariat, la classe des hauts fonctionnaires se dresse sur le chemin du pouvoir.

Les travailleurs n'ont pas obligatoirement un monde à gagner et leurs chaînes à perdre. Il en est de plus lourdes, qu'ils peuvent inconsciemment se forger.

La fin du capitalisme peut plus facilement donner naissance à une économie dirigée par une nouvelle classe profiteuse qu'à la libre association des travailleurs. Malheur à ceux-ci, si, élevés dans la nouvelle religion de la technique et de la science, dans l'idôlatrie de ceux qui les possèdent, ils s'abandonnent aux nouveaux maîtres ! s'ils s'enthousiasment pour les constructions géantes, comme si leur idéal devait se réduire à être exploités plus scientifiquement, à vivre dans une cage, fût-elle plus belle.

Pourtant l'histoire est pleine d'imprévus. Rien ne peut donner la certitude que la révolution russe aboutira à la société dont nous venons de signaler les prémices ; de grands zig-zags et des retours sont possibles ; mais même dans ce cas, ce qu'elle nous aurait apporté de plus nouveau et de plus important, ce serait de nous avoir montré la possibilité d'une telle société et d'en avoir produit l'embryon.

En 1917, le peuple russe avait vraiment fait sa révolution jusqu'au bout ; l'histoire qui reste à écrire est celle de la façon dont il se l'est laissé voler.

En tous cas, *la lutte continue*. La constitution de classes nouvelles engendre de nouvelles luttes de classes. Pas plus en

U.R.S.S. que nulle part, il ne peut exister d' « intérêt général », d'intérêt commun entre ceux d'en bas et ceux d'en haut.

Comment la contradiction fondamentale qui existe entre l'appareil d'Etat, faisant exécuter ses plans à une cadence toujours plus vive et en payant toujours moins, et les ouvriers qui tendent naturellement vers le contraire, comment cette contradiction ne grandirait-elle pas avec l'évolution du régime ?

Comment la voix des milliers de révolutionnaires emprisonnés (anarchistes, socialistes, communistes, syndicalisants ou, tout simplement, travailleurs n'aliénant pas leur droit de penser) n'exprimerait-elle pas tout haut ce que tant d'autres pensent tout bas ?

Des voix s'élèvent malgré la répression, elles expriment encore la foi dans un monde meilleur ; elles fournissent l'assurance que ceux d'en bas ne se rendent pas.

Des milliers d'ouvriers réduits au pain et à l'eau ont encore des mouvements spontanés de révolte ; les grèves n'ont pas disparu.

Enfin, les attentats individuels sont beaucoup plus répandus qu'on ne le croit ; on ne les connait que lorsqu'ils atteignent les plus hautes personnalités, comme Kirov par exemple ; les précautions inouïes prises par les dirigeants pour sauvegarder leurs vies prouvent qu'ils se méfient à l'extrême d'une population pourtant épuisée et terrorisée.

La lutte des classes continue !

Autres ouvrages

sur ce qu'est devenue la Révolution russe

Composé et imprimé par la
Coopérative Ouvrière Ægitna
27, Rue de Châteaudun, 27
Cannes — Téléphone 35-59

